2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat
SOCIALISTE

N° 76
VENDREDI 12 JUIN 1981

54 290 postes créés dans le secteur public

EMPLOI : LE COUP D'ENVOI EST DONNÉ

- **Education : 12 475**
- **PTT : 12 000**
- **Santé : 9 340**
- **Divers : 20 475**

« D'ABORD *l'emploi* », avait déclaré François Mitterrand pendant sa campagne pour l'élection présidentielle. Le gouvernement de Pierre Mauroy n'a pas tardé à passer aux actes. Le second volet de l'action gouvernementale adoptée mercredi par le Conseil des ministres traduit bien la priorité des priorités pour le président de la République : renverser la tendance à l'aggravation du chômage.

L'effort n'est pas mince et ses effets ne se feront sentir que progressivement. On ne crée certes pas 54 290 emplois du jour au lendemain, mais la volonté existe : le chômage n'est pas une maladie inéluctable. Dès la semaine prochaine, le dispositif sera complété afin de favoriser l'embauche de 650 000 jeunes à la rentrée.

CRÉER des emplois publics n'est pas sacrifier au mythe de l'Etat-providence. Tant dans les PTT qu'à l'Education nationale ou à la Santé, les milliers d'emplois décidés mercredi sont une nécessité urgente. Si on veut que ces services publics remplissent au mieux leur mission, et si les 2,6 milliards débloqués au titre du FDES pour soutenir les investissements des entreprises n'ont qu'un caractère conjoncturel, ils témoignent, comme les mesures sociales prises le 3 juin, d'une volonté de relance économique.

La marge de manœuvre du gouvernement est cependant étroite. L'héritage de la gestion giscardienne, que le rapport des comptes de la nation vient de rappeler, est lourd et les contraintes internationales, telle l'envolée des taux d'intérêt outre-Atlantique pèsent sur notre économie.

Aussi, dans un souci de rigueur financière, il a été décidé de compenser les nouvelles mesures par des recettes fiscales. Le salut n'est pas la « planche à billets », mais, pour une fois, les gros contribuables, que ce soient des particuliers ou des entreprises, paieront, en attendant une réforme d'ensemble de la fiscalité.

LA cohérence économique qu'illustre la loi de finances rectificative ne peut aller de pair qu'avec une cohésion politique. Toute loi ne peut être appliquée qu'après avoir été votée par le Parlement. La stratégie du gouvernement pour sortir de la crise existe. Pour réussir, il faut que la majorité parlementaire confirme la majorité présidentielle.

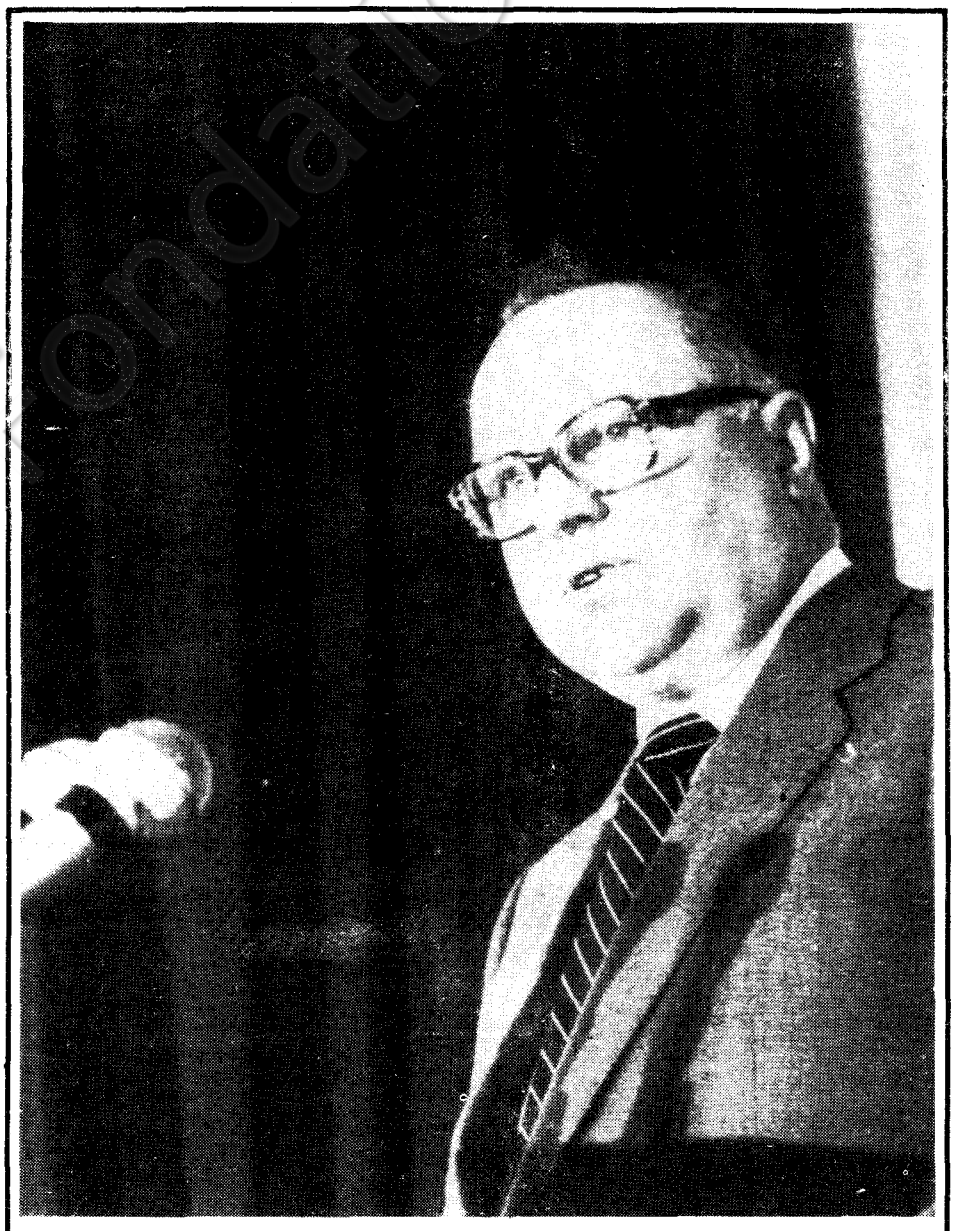
C'est tout l'enjeu des scrutins des 14 et 21 juin.

Jean-Paul GEAI

Voir nos informations en page 3 et les premières réactions des syndicats page 20.

EPINAY : 1971-1981
Il y a dix ans, les socialistes se rassemblaient pour la victoire

(PAGES 7 à 10)



Kania dit non à Moscou

« Taper du pied ne changera rien à la réalité », ont dit, à Varsovie, les communistes partisans du renouveau à ceux partisans du retour en arrière qui avaient été encouragés par le Kremlin *(voir page 20)*. (Photo AP)

Législatives

Les socialistes à la reconquête de l'Ile-de-France

(PAGES 4 et 5)

Industrie

JOXE OUVRE SES DOSSIERS AUX SYNDICATS

(PAGE 6)

Droits des femmes

Simone Iff : du planning familial au ministère

(PAGE 13)

VU DE BRETAGNE

«Breiz atao»

LES genêts explosent un peu partout où le Finistère tend les bras à l'océan. Ils explosent chez Xavier Grall, à Bossulan; et à La Forêt-Fouesnant, chez Pierre-Jakez Hélias. Aux genêts de Belle-Ile-en-Mer, plus hauts qu'ailleurs, plus précoces, dont l'encens embaume les rues de Saint-Palais et de Sauzon — Sauzon à qui j'ai trouvé un petit air presque méditerranéen —, je rends un particulier hommage.

Plus encore que le lierre, le genêt n'est-il pas le symbole d'un enracinement, d'un entêtement à demeurer sur le lieu où l'on est né, sentiment qui s'exprime, en Languedoc, par un dicton mi-latin mi-occitan: « *Quod de natura est s'arranca pas mai qu'un ginest.* » (Ce qui appartient à la nature ne s'arrache pas plus qu'un genêt)?

Incapable de vous le dire en breton, je me tourne vers Tal Houarn, poète et romancier au bourg de Sainte-Hermine, qui croit aux saints tout autant qu'aux korrigans. Tal Houarn, justement, vient d'écrire, sur *les Statues bretonnes* (éd. Ouest-France), des choses très sérieuses et très cocasses, dont il ressort que les saints armoricains ne sont pas des petits saints. Je veux dire qu'ils ont de la malice et de la truculence à revendre.

Ouvragés par des artistes souvent anonymes, ou dont la biographie est courte, ils nous jettent aux yeux grimaces, disgrâces, moues, simagrées, contorsions... Allez au Faouët: vous y verrez, au jubé de Saint-Fiacre, un Adam fessu et déhanché faire un peu tard la leçon à une Eve penaude de sa nudité.

Qui a dit qu'en Bretagne on était du côté d'hier, et plus crédule que croyant, plus soumis que subversif? Apprenez qu'au calvaire de Saint-Thégonnec, ce n'est pas le peuple qui soufflette le Christ, mais deux bourgeois tout ce qu'il y a de plus bourgeois, comme le remarque Tal Houarn, des bourgeois avec fraises, justaucorps et bottes à revers.

De même qu'en Languedoc on dit: « *Occitania sempre* » (Occitanie toujours), ne dit-on pas en Bretagne: « *Breiz atao* » (Bretagne toujours)? Parce qu'elles ont eu longtemps les mêmes misères, les deux patries ont aujourd'hui le même espoir.

Voilà pourquoi, dans un poème occitan, Yves Rouquette a pu évoquer ainsi Saint-Vénec:

A Sant-Venec lo marinas rosega
Ço que demora de la peira
Qu'un cop foguet lo Crist...
(A Saint-Vénec le vent de mer ronge
Les restes de la pierre
Qui autrefois était le Christ).

... Ce que le poète celte Youenn Gwernig a transposé de la sorte:

E Sant Veneg au avel vor
a lemm he dent war greun ar maen
oa bet gwechall
drem hir ur C'hrist...

Maurice CHAVARDES

Météo TEMPS MEDIOCRE

Nuages et pluie sur la moitié nord de la France puis, progressivement, sur le Massif central et les Alpes. Par contre, le beau temps persistera aux abords de la Méditerranée. On enregistrera une légère baisse des températures



ON RECHERCHE

• Vous qui cherchez un livre, un article, un disque, un renseignement d'ordre culturel, écrivez-nous. Chaque semaine, nous publierons gratuitement votre message. Et peut-être un lecteur viendra-t-il vous dépanner ?

Service culturel, *Combat socialiste*, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

Universalisme partagé

Paix, emploi, liberté! Ces mots ont été largement commentés lors de la campagne présidentielle, mais le plus souvent de façon incomplète ou, en tout cas, restrictive. Ces termes, en effet, ne se référaient pas à la seule politique intérieure de notre pays. Ils avaient (et ont toujours) une portée universelle!

On ne rappellera jamais assez que le 26 août 1789 l'Assemblée Constituante vota la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et que cette déclaration était de portée universelle. Elle ne concernait en aucun cas un seul peuple — fut-il le nôtre — mais l'humanité tout entière! Nous avons partagé cet universalisme le 10 mai dernier!

En glissant leur bulletin dans l'urne nos concitoyens rêvaient :

Le gouvernement serait un artisan de la paix. Il se refuserait à entretenir directement ou indirectement (comme dans le passé) les foyers de guerre existants en ne soutenant plus contre leurs peuples opprimés des tyranneaux sanguinaires (Bokassa, Mobutu et autres...) et en se refusant à fournir du matériel militaire aux régimes racistes du sud de l'Afrique et aux hordes d'assassins d'Amérique du Sud. Le gouvernement soutiendrait aussi toute solution négociée des conflits en cours et notamment le conflit arabo-israélien. A cet égard, il insisterait sur les aspects positifs des accords de Camp David sans en omettre les lacunes, en particulier celles concernant le problème palestinien. Le gouvernement se préoccuperait, certes, d'assurer l'indépendance nationale de notre pays en mettant en œuvre une politique de défense crédible à laquelle serait associée la nation tout entière, mais il serait favorable, à terme, à un désarmement réciproque et simultané!

Le gouvernement se préoccuperait, à l'échelle internationale, du droit de tous les humains à avoir un travail et d'y trouver leur dignité. Cette volonté constituerait un élément de solution au problème de la faim dans les pays du tiers monde! Pour cela, une nouvelle politique économique serait prônée qui ne favoriserait plus le pillage de ces pays au profit de grandes sociétés capitalistes multinationales! Des prêts à long terme et à faible intérêt faciliteraient le développement industriel de ces pays démunis, accroîtraient donc leurs besoins en hommes, en techniques, en biens d'équipement. Ces besoins permettraient la conclusion de marchés nouveaux fructueux pour toutes les parties contractantes. A terme s'élaborerait une division internationale du travail au bénéfice exclusif de l'humanité tout entière !

Le gouvernement de la République se montrerait le soutien et l'ami des peuples opprimés qu'il aiderait à recouvrer leur liberté. Cette politique comprendrait plusieurs volets. D'abord le gouvernement considérerait comme témoins privilégiés les associations internationales de défense des droits de l'homme (Amnesty International et autres...). Ensuite, il referait de notre pays le havre des réfugiés politiques, persécutés pour leurs opinions. Le statut de réfugié politique ne serait plus accordé de façon trop restrictive. Ce fut naguère l'honneur de la République française que d'accueillir le professeur Einstein persécuté par les nazis! Enfin les représentants de notre pays parleraient haut et fort à l'Unesco, à l'ONU, comme dans toutes les autres conférences internationales. La voix de la France dénoncerait les goulags, les escadrons de la mort, les stades, les tortures, l'esclavage. Cette mise au ban des nations de ces régimes vils s'accompagnerait de sanctions économiques appropriées, c'est-à-dire ne lésant en aucune façon les besoins alimentaires et vitaux des populations...

La réalité de la politique internationale sera différente de celle dont nos concitoyens ont rêvé, ils le savent! Pourtant, ils désirent que la politique étrangère de leur pays soit en accord avec leur utopie!

Alain TOURON
Vosges

Occupation à Chypre

Je vous écris à propos d'un article intitulé « Elections à Chypre » paru dans votre numéro du 27 mai, dans lequel vous parlez d'une « intervention militaire turque dans le nord de Chypre ».

Je voudrais préciser que le mot « intervention » constitue pour le moins un euphémisme quand on se rappelle les crimes, les meurtres, les viols et les pillages qui ont accompagné l'arrivée de l'armée turque dans l'île. En ce qui concerne l'« Etat autonome », c'est cette armée d'occupation qui demeure toujours, malgré les résolutions de l'ONU, au nord de Chypre, qui empêche le retour des Chypriotes autochtones chez eux, et éternise donc la division « de fait » de l'île d'Aphrodite.

P. Hadjiyannis
Conseiller de presse
Ambassade de Chypre

Trois revendications

Les nouveaux gouvernants sont au travail depuis peu.

Partout on commente, on critique, on approuve les décisions du jour. Trois points lancinants commencent maintenant à émerger du bouillon des revendications de toutes sortes :

— La galopade des prix et l'attitude incivique de nombreux commerçants, grandes surfaces comprises, qui amènent la ménagère à s'interroger sur l'honnêteté de certains et la capacité socialiste à enrayer et punir ces excès ;

— La mévente des légumes et des fruits de saison : asperges, cerises payées à des prix dérisoires à la production et qu'on préfère laisser pourrir alors que beaucoup ne peuvent se les offrir à la consommation. Va-t-on encore cette année, à cause de circuits de distribution où trop d'intermédiaires se servent au passage, jeter à la décharge publique fruits et légumes ?

— Au moment où l'on parle de financement des dépenses sociales de ces derniers jours, va-t-on enfin ouvrir de façon efficace la chasse aux fraudeurs ?

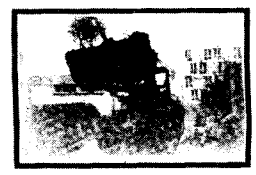
Les Français attendent des explications simples et des actions efficaces sur ces excès et d'autres à venir.

M. R.
Gard

LAISSONS A LA DROITE LES ARMES QUI LUI SONT PROPRES

Vient de sortir

LAURENT CATHALA



Les immigrés et la question du logement (ou la stratégie du bulldozer)

BON DE COMMANDE

A adresser au PIC / Annexe de la Maison des Associations / Rue Maurice Dème-nitroux / 94000 Créteil / Tél. 899.33.30.

Veuillez m'envoyer ..... exemplaires de la brochure « **Les immigrés et la question du logement (ou la stratégie du bulldozer)** » de Laurent Cathala. (Participation aux frais d'édition et expédition : **20 F**).

Je vous envoie ci-joint un chèque bancaire/postal de la valeur de ..... F libellé à l'ordre de l'ACEIM.

NOM : .....

ADRESSE .....

.....

Rat-le-bol



Conseil des ministres : rigueur et efficacité

Le Conseil des ministres du mercredi 10 juin (dont Pierre Bérégovoy, porte-parole de l'Elysée, déclarait : « *La durée en souligne l'importance* ») a présenté le deuxième volet de la politique économique du gouvernement. Deux grandes séries de mesures prioritaires ont été annoncées : pour l'emploi, d'une part, avec la création d'une première tranche de 54 290 emplois publics, pour les prêts aux entreprises en difficulté, d'autre part (2,6 milliards de francs).

Ces nouvelles dépenses publiques inscrites au collectif budgétaire de juillet 1981 s'élèveront à 6,8 milliards de francs (voir par ailleurs).

Les recettes — détaillées par Jacques Delors et Laurent Fabius, respectivement ministre de l'Economie et des Finances et ministre délégué chargé du Budget, lors d'une conférence de presse l'après-midi — proviendront essentiellement des taxes et des impôts exceptionnels sur les très hauts revenus, les superprofits des banques, les bénéfices des compagnies pétrolières et certains postes de frais généraux des entreprises.

D'autres décisions importantes concernaient le relèvement immédiat de 15 centimes par litre des prix des produits pétroliers (*Combat socialiste* du 10 juin), l'agriculture, le projet de loi d'amnistie, la rentrée scolaire et universitaire, la revalorisation des pensions et retraites des anciens combattants...

Au total, le déficit de la loi de finances 1981 atteindrait 56,9 milliards de francs, dont, a précisé Laurent Fabius, un faible montant (5,3 milliards) incombe au programme du gouvernement de Pierre Mauroy.

Michel RIVIÈRE
et Jean-Paul GEAI

Le deuxième volet de l'action gouvernementale...

• L'emploi en priorité

Les mesures d'aide à l'emploi des jeunes, qui seront mises au point par le Conseil des ministres du 17 juin devraient permettre d'embaucher 650 000 jeunes. Pour parer au plus pressé, des réductions de cotisations sociales, des stages et des contrats emploi-formation financés par l'Etat remplaceront le pacte pour l'emploi.

La création de 54 290 emplois dans la fonction publique et les collectivités locales, dont 33 700 emplois nouveaux se répartira comme suit : 12 475 pour l'Education nationale, 12 000 pour les PTT, 2 250 pour les organismes sociaux et culturels (centres sociaux, associations à domicile pour les personnes âgées...), et 1 000 emplois supplémentaires de gendarmes. Un fonds d'aide à la création d'emplois d'initiative locale, alimenté par l'Etat, incitera les associations à créer 5 000 emplois pour des activités sociales. Enfin, les organismes de sécurité sociale financeront la création de 9 340 emplois, soit 2 000 dans les hôpitaux, 2 340 dans les établissements sociaux pour personnes âgées .. et 5 000 au titre des aides ménagères à domicile pour personnes âgées.

• Mesures immédiates pour l'agriculture

La dotation aux jeunes agriculteurs sera doublée avant la fin de l'année 1982. Une première majoration de 20 % interviendra dès le 1er juillet.

Les retraites proportionnelles des exploitants agricoles seront revalorisées dès le 1er juillet et non le 1er octobre comme initialement prévu.

Une augmentation de 35 % environ interviendra au 1er juillet pour les pensions d'invalidité attribuées aux exploitants pour inaptitude totale.

Le congé maternité des agricultrices sera porté, dans certains cas, de quatre à six semaines, et la prise en charge sera augmentée.

L'enveloppe des prêts bonifiés du Crédit agricole sera d'autre part majorée de 300 millions de francs. Enfin, un crédit de 410 millions de francs sera inscrit au prochain projet de loi de finances rectificatif, dans le cadre du rattrapage du revenu 1980 des agriculteurs.

• Abrogation de décrets

L'abrogation des trois décrets portant statut des ingénieurs, techniciens et administratifs du CNRS, de l'INSERM et de l'INRA (concernant 40 000 personnes) est confirmée. Le texte entrera en vigueur au 1er janvier 1982.

• Anciens combattants

Dès le 1er juillet, toutes les pensions de guerre, ainsi que les retraites de combattants seront majorées de 5 %. Environ 2,2 millions de pensionnés et de retraités bénéficieront de cette mesure qui entraîne un relèvement de 9 points de la référence indiciaire (soit un indice net de 179 au lieu de 170).

• Préparation de la rentrée scolaire

Le Conseil des ministres a décidé la création d'un nombre significatif d'emplois nouveaux et le relèvement des crédits de fonctionnement. Cette augmentation des moyens d'action de l'enseignement public sera accompagnée de mesures destinées aux établissements privés sous contrat d'association *« dans le respect des engagements pris par l'Etat »*.

• Projet de loi d'amnistie

Une amnistie des condamnations à l'emprisonnement ferme ou avec sursis probatoire inférieur ou égal à six mois (au lieu de trois) est envisagée. En revanche seront exclues du projet certaines infractions économiques et sociales telles que les distributions de dividendes fictifs, l'abus de biens sociaux, les infractions commises par les « marchands de sommeil » et celles des employeurs contraires à la législation sur les étrangers.

...et de son financement

LE projet de loi de finances rectificatif, présenté par Laurent Fabius et adopté par le Conseil des ministres de ce mercredi, sera soumis à l'Assemblée nationale dès la session extraordinaire de juillet.

Cet ensemble de dispositions financières, encore appelé collectif budgétaire, corrige et complète les prévisions, ouvertures de crédit et autres mesures inscrites dans le budget voté par le Parlement lors de sa session d'automne

A cet égard, a expliqué Laurent Fabius, *« ce collectif traduit d'abord la situation véritable des finances de l'Etat telle qu'elle résulte de la gestion du gouvernement Barre »*. Le déficit prévisionnel pour 1981 ne s'élèvera pas, comme il avait été annoncé dans la loi de finances pour 1981, à 29,4 milliards de francs, mais à 51,6 milliards.

Outre ce premier volet de mesure, le collectif traduira également l'incidence sur le budget des mesures prises en Conseil des ministres du 3 juin, et dont le coût total s'élève à 5,3 milliards de francs : augmentation du minimum vieillesse (1,680 milliard), de l'allocation logement (350 millions), des allocations familiales (80 millions, de l'allocation aux adultes handicapés (20 millions); compensation de l'augmentation des charges des entreprises résultant de la hausse du SMIC (2,6 milliards).

Création de plus de 50 000 emplois

Figurent également au titre du collectif : le coût des décisions prises ce mercredi (6,8 milliards de francs), notamment celles concernant la création de 54 290 emplois dans la fonction publique et les collectivités locales; l'augmentation de 2,6 milliards de francs des crédits du FDES (Fonds de développement économique et social) visant à soutenir certaines activités comme le bâtiment, la pêche, les économies d'énergie; l'action en faveur de l'emploi des jeunes et des femmes, et celle en faveur de la formation professionnelle, qui doit être arrêtée lors du prochain Conseil des ministres.

La totalité de ces mesures nouvelles sera financée, d'une part, par un effort fiscal consenti par les personnes les plus fortunées et, d'autre part, par un prélèvement sur les bénéfices exceptionnels des banques et des sociétés pétrolières, ainsi que par une taxation de certains éléments somptuaires du « train de vie » des sociétés. Par contre, la vignette moto sera supprimée à compter du 1er décembre 1981.

• Concernant le train de vie des personnes les plus fortunées :

— La surtaxe sur les très hauts revenus portera concerne la fraction de l'impôt sur le revenu de 1980 supérieure à 100 000 F. Son taux est fixé à 25 %. Payée avant la fin de cette année, elle concerne 108 000 contribuables. Le produit budgétaire de cette mesure a été chiffré à 3,4 milliards de francs.

La taxe sur les consommations de luxe concerne la TVA appliquée aux hôtels de plus de 4 étoiles, qui passe du taux réduit de 7 % au taux normal de 17,6 % (produit budgétaire escompté en 1981 : 160 millions; en 1982 : 400 millions), et aussi le droit de francisation dû au titre de 1981 pour les bateaux de plaisance faisant plus de cinq tonneaux ou ayant un moteur de plus de 75 CV, qui sera doublé (produit budgétaire attendu : 50 millions de francs en 1981).

• Concernant le train de vie des sociétés :

La taxe forfaitaire sur les frais généraux des sociétés (dépenses afférentes aux véhicules ou aux appartements de fonction des dirigeants les mieux payés, cadeaux et frais de réception) verra son taux de l'ordre de 10 % et son produit budgétaire de 1,2 milliard de francs, Cette taxe serait déductible des bénéfices de l'exercice 1981.

La taxe sur les bénéfices exceptionnels des banques portera sur les dépôts non rémunérés ou à rémunération fixe, et son taux sera d'environ deux pour mille. Produit attendu : 1 milliard.

La taxe sur les profits des compagnies pétrolières donne comme produit escompté lui aussi, un milliard de francs.

On change le fusil d'épaule

Les petites mesures sympathiques et les autres :

Les sympathiques :

— L'extension des billets de congé populaire sur la SNCF aux chômeurs.

— La suppression de la vignette moto à partir du 1er décembre 1981.

Et les autres :

— Le doublement du droit de francisation pour les bateaux de plaisance de plus de cinq tonneaux (ou ayant un moteur de plus de 75 CV).

BREF

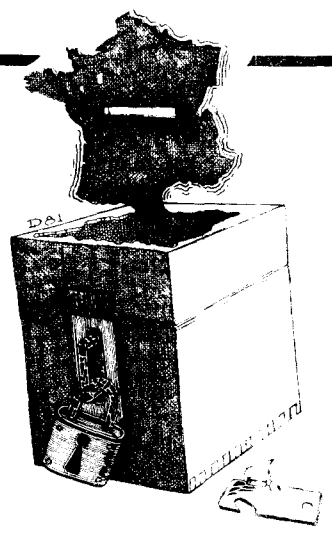
1980 : année sombre

L'année économique et sociale 1980 restera comme l'une des plus sombres de la Ve République. Les chiffres publiés dans le *Rapport sur les comptes de la nation de l'année 1980,* établi par l'INSEE, sont éloquents : pour la première fois, le niveau de vie des Français s'effrite (— 0,4 %), le seuil des 1,5 million de chômeurs est dépassé alors que la croissance économique est la plus faible depuis cinq ans (+ 1,4 %) et que le taux d'inflation s'élève à 13,6 %.

« L'année 1980, marquée par le second choc pétrolier et des politiques économiques plutôt restrictives, est, souligne le rapport, *celle du retournement conjoncturel en France comme dans l'ensemble des pays de l'OCDE. »*

• Le ministre de la Défense, Charles Hernu, a annoncé, mercredi soir, qu'il avait donné des ordres pour que les militaires des forces armées se voient accorder deux jours de permission lors des deux tours des prochaines élections, et qu'ils bénéficient à titre gratuit de transports pour aller accomplir chez eux personnellement leur devoir électoral.

Le ministre a précisé toutefois que 25 % des effectifs seraient maintenus en service pour assurer la permanence de la sécurité et le fonctionnement des unités.



Vers une majorité de

Par Gérard LE GALL

LA région Ile-de-France qui comprend 8 départements et 83 circonscriptions législatives n'est pas, ou n'est plus, depuis le début de la Ve République, fortement ancrée à gauche. Cette dernière oscille en fait, avec une variation depius ou moins 1 ou 2 points autour de la moyenne natinale des coalitions : 45,4 % en 1967, 48,5 % en1973, 50, % en 1974, 53,2 % en 1981. Cette approche globale purement statistique, pour éclairante quelle soit, voile quelque peu le particularisme.

Notre région qui depuis plus de quinze ans en pleine mutation économique et démographique, connait en fait d'amples bouleversements politiques et présente un visage relativement contrasté (voir tableaux 1 et 2).

L'actuelle majorité presidentielle ne progresse-t-elle pas de 14 points en Seine-et-Marne, entre 1979 et 1981, ede 11 points dans l'Essonne, de 7 points dans le Val-de-Marne. Dans les autres départements, Yvelines, Val-d'Oise, les rythmes de croissance de la gauche sont plus conformes aux tendances nationales et on assiste en Seine-Saint-Denis, et à Paris (sauf le 10 mai) à une stabilisation de son influence.

Ici comme ailleurs en France on observe une certaine homogénéisation de l'espace politique. L'écart entre le département le moins favorable à la gauche (Paris) et le plus favorable (Seine-Saint-Denis) n'est plus que de 16,6. Il était proche de 20 points en 1967, de 18,5 en 1973, de 24 points en 19788.

si 'enjeu présidentiel explique pour partie le phénomène, il convient d'observer plus précisément les contours internes des coalitions. Incontestablement la gauche électorale, ici plus que nulle part ailleurs, connait de forts bouleversements.

En un peu moins de deux décennies le rapport de force qui a été si fortement — et pouvait penser si durablement — acquis au PC s'est tut simplement inversé. Quel chemin parcouru ! Songeons qu'en 1967 le PC côtait 29,9 % et le PS 12,4 %, aujourd'hui le premier vaut 16,5 %, le second avec le MRG 27,3 %. N'étant pas le fief des fiefs communistes, la Seine-Saint-Denis, le PS serait désormais partout la première force à gauche : Paris (+ 17 points), Seine-et-Marne (+ 12), Yvelines (+ 15), Essonne (+ é+), Hauts-de-Seine (+ é*), Val-de-Marne (+ 6), Val-d'oise (+ 10).

Sans pousser plus avant l'analyse, il apparaît qu'une large fraction de l'électorat communiste et une parite de celui de l'ex-majorité se sont converties au vote socialiste. Cette hémorragie de suffrages communsites dans un laps de temps aussi court ne saurait naturellement relever de la seule explication — démographique ou socio-économique — puisque l'observation montre que le PC subit ses plus forts reculs là où il est le mieux implanté. Le PS, par contre, prospère un peu partout et atteint désormais un score proche de sa poyenne natinale dans les huit départemnets (voir tableau n° 2) et devance le PC dans 72 circonscriptions.

La stabilité globale de la gauche entre 1973 et 1978 (tableau n° 3) voire son déclin, si l'on prend en compte 1979, ne signifie pas pour autant une bonne santé électorale de la droite. Cette dernière perdait en effet en 1978 ce que gagnait les « tiers partis » : écologistes (3,9 %), Choisir (0,4 %) et Jobert (0,3 %), soit 4,6 %. Valéry Giscard d'Estaing qui n'est majoritaire le 10 mai qu'à Paris et dans les Yvelines perd environ 3 points par raport à 1974. Jacques Chirac, quand à lui, améliore partout — maire de Paris oblige — le score de Chaban en 1974 : paris (+ 13 points), Yvelines (+ 7,6), Hauts-de-Seine (+ 7,7), Val-de-Marne (+ 6) et devance l'ex-président dans la capitale (+ 2,4).

Ce dernier réalise une contre performance en Ile-de-France. Le 26 avril, il y perd 9,4 points par raport à 1974. A Paris, qui est devenu un bastion de la droite, la gauche réalise son meilleur premier tour depuis 1967 (39,4 %) et améliore fortement la performance au second tour (46,4 %). Attendons sereinement de connaître le 14 juin, les suffrages des parisiens, pour s'apercevoir que les résultats présidentiels représentéient autre chose que les seul effets dde la startégie du maire de Paris.

A la veille du septième rendez-vous législatif de la cinquième République, comment se présente la situation en Ile-de-France ? Le tableau n° 3 situe clairement le rapport de force pralementaire actuel : 50 députés de droite (dont le RPR) et 33 députés de gauche (dont 27 PC et 6 PS). si l'on remonte un peu dans le temps, depuis 1967 on retiendra encore que la droite a su conserver 41 circonscriptions (dont 21 sur 31 à Paris depuis 1958) tandis que 14 autres demeuraient communistes. Le PS est ici en véritable « *terre de mission* » pour la conquête des sièges, puisqu'il ne comptait que 2 députés en 1967, aucun en 1968, 2 en 1973 et 6 en 1978. Cette année, la représentation parlementaire de la gauche et notamment des socialistes devraient singulièrement s'améliorer à l'aune de deux faits : l'émergence d'un nouveau rapport de force PS-PC, natinal et ragional ; la progression de la gauche (François Mitterrand est majoritaire dans 54 circonscriptions le 10 mai). La famille gaulliste et RPR qui est ici la force dominante à droite depuis 1958 et à mondre degré l'UDF pourraient pâtir de la percée socialiste dans une quinzaine d circonscriptions. Quelques députés sortants, communistes payent au prix fort, la volonté anti-unitaire de la direction de leur parti au cours des dernières années.

En Ile-de-France comme dans le reste du pays, la gauche — ici rééquilibrée — pourrait être, pour la première fois depuis 1958, majoritaire en sièges le 21 juin.

Les trois familles politiques de la gauche électorale dans la région parisienne en % de suffrages exprimés (1967-1981)

	PC					PS-MRG					Ext. Gauche				
	1967	1973	1978	1979	1981 Pr.	1967	1973	1978	1979 Pr. 1	1981 Pr. (2)	1967	1973	1978	1979	1981 Pr. (3)
Paris	22,3	17,9	15,6	13,8	9,7	11,3	15,5	19	18,7	26,7	4,7	5,7	3,4	2,8	3,5
Seine-et-Marne	22,2	21,3	20,9	21,1	15,3	16	17,8	23,6	22,5	27,9	—	5	4,3	3,1	3,5
Yvelines	25,2	21,5	18,7	17,4	12,5	16,3	16,7	22,1	20,9	27,4	2,5	8,9*	3,4	2,8	3,5
Essonne	33,1	31,4	26,7	23,7	16,8	10	13,4	23,3	22,5	29,5	2,1	6,1	2,9	3,2	3,9
Hauts-de-Seine	30,6	28,1	24,6	22,2	16,1	11,1	14,2	18,7	19,5	26,1	4,4	5,9	3,2	2,9	3,6
Seine-Saint-Denis	44,9	41,5	38	37,9	27,3	12	15,6	20,2	19,2	26,9	1,1	5,3	5,2	3,3	3,8
Val-de-Marne	35,5	32,7	29,4	19,9	21,4	11,1	14,1	20,6	19,9	27,2	2,5	5,4	3,3	2,9	3,6
Val-d'Oise	33,2	30,7	26,3	26,3	18,8	16,4	14,9	21,1	21,2	28,5	1,4	5,2	3,6	3,4	3,7
Total rég. par.	29,9	27,1	23,7	20,6	16,5	12,4	15,2	20,6	20,2	27,3	3	5,9	3,9	3	3,6

(1) Liste PS-MRG.
(2) François Mitterrand et Michel Crépeau.
(3) Arlette Laguiller et Huguette Bouchardeau.

• **François Mitterrand** se rendra le 18 juin au Mont-Valérien à l'occasion des cérémonies célébrant l'appel lancé il y a quarante et un ans par le général de Gaulle, annonce-t-on mardi à la présidence de la République.

Cette cérémonie, au cours de laquelle le général d'armée Jean Simon, chancelier de l'ordre de la Libération, ranimera la flamme, aura lieu devant le mémorial de la France combattante.

• **Pierre Bérégovoy**, secrétaire général de la présidence de la République, était reçu officiellement mercredi 10 juin par la municipalité de Clichy dont il est l'un des administrés, pour se voir proclamer citoyen d'honneur de la ville de Clichy.

Mesures en faveur des coopérants

Jean-Pierre Cot, ministre de la Coopération et du développement, a annoncé, mercredi, une série de mesures en faveur des 13 330 coopérants français, civils et militaires, qui se trouvent dans vingt-six pays d'Afrique et à Haïti :

— Suppression de la minoration de l'indemnisation d'expatriation pour les couples.

— Couverture sociale pour les volontaires des organisations non gouvernementales.

— Allocations familiales pour les personnels militaires en coopération.

— Changement de la composition consultative chargée de la définition du mode de rémunération des coopérants.

— En outre l'enquête préalable des renseignements généraux pour le recrutement des coopérants sera supprimée.

Enfin d'autres mesures sociales sont à l'étude.

Jacques Moreau succède à Jacques Delors au Parlement européen

Le socialiste Jacques Moreau a été élu à l'unanimité président de la commission économique et monétaire du Parlement européen. Il remplace Jacques Delors, dont l'entrée dans le gouvernement Français a entraîné sa démission de député européen.

Jacques Moreau a défini les trois thèmes qui inspireront son action à la tête d'une des plus importantes commissions du département européen : la convergence économique dans la CEE, le système monétaire européen, la restauration d'une véritable politique industrielle dans des secteurs en danger ou de pointe.

La gauche électorale en région parisienne (1967-1981)*

(% de suffrages exprimés)

	1967	1973	1974 2e tour	1978	1979	Pr. 1981 1er tour	Pr. 1981 2e tour
Paris	34,3	31,6	43,8	38,3	35,3	39,4	46,4
Seine-et-Marne	38,2	44,1	49,3	50,5*	46,7	46,8	52,6
Yvelines	44	47,2	46,8	44,2	41,1	43,3	48,9
Essonne	45,2	51,6	53,5	53,2	49,4	50,2	56,5
Hts-de-Seine	46,1	48,5	49,5	46,8	44,6	45,8	51,2
Seine-St-Denis	58	62,5	61,6	63,4	60,4	57,9	63
Val-de-Marne	49,1	52,2	55,1	53,9	52,7	52,1	56,7
Val-d'Oise	51	50,9	54	51,1	51	51	56,8
Total Rég. parisienne	**45.4**	**48.5**	**50.5**	**48.8**	**46.2**	**47.4**	**53.2**

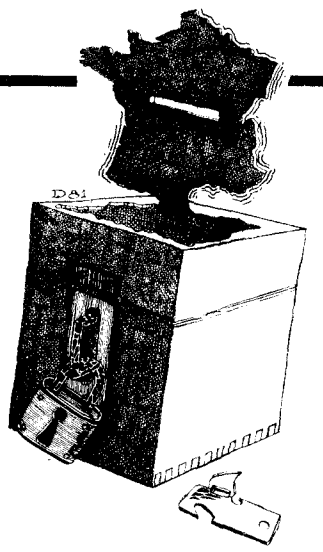
* L'ensemble des familles de la gauche plus les gaullistes d'opposition.

L'appartenance partisane des députés dans la région parisienne (1967-1978)

	1967	1968	1973	1978
Gaull. ou RPR	44	61	38	32
Majorité non gaulliste	5	5	8	18*
Centristes d'oppos.	2	1	3	
Total droite	51	67	49	50
Parti socialiste	2	—	2	6
MRG	1	1	1	—
Parti communiste	29	15	31	27
Total gauche	32	16	34	33
Total	83	83	83	83

* *Dont : 13 UDF (4 CDS, 8 PR, 1 Rad), 2 CNIP, 1 Div. maj., 1 app. PR, 1 Dém. chr.*

gauche en Ile-de-France



HUITIEME CIRCONSCRIPTION DE PARIS

André Mendel contre Claude-Gérard Marcus

DANS la huitième circonscription de Paris (X^e arrondissement), André Mendel, quarante-huit ans, parisien, codirigeant d'une petite entreprise, militant de base entré au PS en 1972, est heureux de pouvoir mettre ses actes en accord avec ses idées en se présentant comme candidat du Parti socialiste pour affronter Claude-Gérard Marcus, conseiller de Paris et adjoint au maire de la capitale, RPR de longue date. Le PC présente pour la troisième fois Alain Lhostis.

Aux législatives de 1973, le PC était en tête. En 1978, au second tour des législatives, Marcus l'avait emporté avec 57 % des suffrages. François Mitterrand a obtenu 52 % en mai dernier, alors que le PC s'est écroulé. C'est dire que la bataille reste ouverte.

« *La section PS dans l'arrondissement a été très active depuis dix ans,* souligne André Mendel. *Et il y a eu le phénomène de l'élection présidentielle : je remarque qu'un électorat qui nous était auparavant hostile ou indifférent s'intéresse maintenant à notre politique et nous écoute avec attention.* »

André Mendel mène une campagne active. Il se fait connaître dans les marchés — celui de Saint-Quentin notamment —, distribue des tracts dans les endroits publics, répond aux nombreuses questions qu'on lui pose. Dans cette circonscription, il existe un électorat assez âgé (dont la partie la plus démunie a d'ailleurs été chassée vers la périphérie de la capitale) et une population juive relativement importante. Chacun ses problèmes, ses préoccupations : les uns attendent un logement décent, d'autres s'informent de la politique qui sera suivie envers Israël, certains s'inquiètent sur l'éventualité de ministres communistes au gouvernement (« *Ce sont des Français à part entière, aucune raison de ne pas les faire participer au gouvernement* », répond le candidat socialiste), quelques-uns l'interrogent sur la liberté de l'enseignement et demandent si les écoles religieuses ne vont pas devoir fermer (« *Il y aura concertation entre les parties intéressées, avant tout* », souligne André Mendel).

La droite a mené une telle propagande auprès de l'électorat qu'André Mendel doit expliquer que la politique du Parti socialiste n'est pas celle que la droite veut faire croire. Quant aux problèmes de santé, dont le troisième âge se préoccupe avec raison, c'est Cécile Markovitch, chirurgien-dentiste et suppléante d'André Mendel, qui s'en charge.

Claude-Gérard Marcus a beaucoup promis. A ceux qui lui reprochent la politique hostile à Israël du précédent gouvernement, il répond qu'il était lui aussi contre cette politique. Réponse un peu facile, mais pas inattendue d'un homme qui matraque son électorat à coups de slogans et dont la puissance d'argent fait la force. Tout reste à faire dans la circonscription : il n'y a pas de jardin, ni de crèches, il manque des classes dans les écoles, il n'y a pas de vie sportive ni associative, et se loger sans se ruiner n'est pas facile. D'où un mécontentement croissant envers le candidat de droite. André Mendel souhaite que les gens oublient leurs divergences et travaillent ensemble.

Francis DOUGLAS

VINGT-NEUVIEME CIRCONSCRIPTION DE PARIS

Le temps de la moisson

CANDIDAT du Parti socialiste dans la vingt-neuvième circonscription de Paris (XIXe), Alain Billon n'est pas une « *vedette* ». Il est en concurrence avec Paul Laurent pour le Parti communiste, député sortant, élu en 1978 avec 50,92 % des suffrages, et Nicole Chouraqui pour le RPR. Il s'affirme convaincu d'« *être en tête au premier tour* ». Il entend « *capitaliser les efforts du parti* » dans cet arrondissement populaire du nord de la capitale. « *En effet,* poursuit-il, *le PS est arrivé là au début des années 70 en terre de mission, et n'a cessé de progresser depuis* ». En 1978, Alain Billon, déjà candidat, avait réalisé au premier tour 20,61 % des voix alors que le candidat socialiste de 1973 avait obtenu 14 % des suffrages. Le 10 mai dernier, François Mitterrand a « fait » 58,28 %, son deuxième meilleur score à Paris.

Si Nicole Chouraqui est son adversaire de droite, la vraie compétition se situe à gauche entre Paul Laurent et Alain Billon qui attribue le relatif tassement du candidat communiste à un certain nombre d'erreurs commises par le Parti communiste.

Le XIXe arrondissement est celui d'Henri Fizsbin et de nombreux contestataires. D'autre part, beaucoup d'immigrés résident dans le quartier.

Sur le plan économique, le XIXe se caractérise par son aspect « banlieue ». Historiquement marqué par l'industrie, il est directement touché par l'exode de celle-ci vers la périphérie.

Sans aller jusqu'à parler de « cités dortoirs », il apparaît que l'arrondissement souffre de sous-équipement sociaux et culturels : c'est ainsi qu'il n'y a plus de cinéma dans ce coin de Paris.

Mais le problème à l'ordre du jour est celui de l'aménagement des 35 hectares de la Villette.

Les socialistes souhaitent que les habitants du quartier aient leur opinion à donner sur le sujet et proposent que des équipements sociaux utiles à la population soient créés mais que l'on ne renonce pas aux équipements de prestige tels que le musée des Sciences et des Techniques, cela afin de redonner un peu de lustre à ce quartier un peu oublié. Le candidat socialiste a créé « un atelier public d'urbanisme » pour discuter du projet de la Villette. Une dépêche d'agence annonçait que l'idée de « *l'atelier* » avait été lancée en commun par Nicole Chouraqui et Alain Billon. Curieuse nouvelle quand on sait que le PS se bat seul sur ce sujet depuis longtemps.

Philippe LAURAND

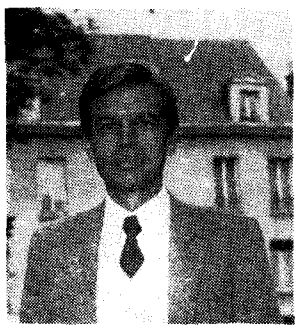
Val d'Oise

Un nouveau président, un nouveau député

LA troisième circonscription du Val-d'Oise est sans doute la plus difficile du département pour le Parti socialiste. Une seule certitude : elle restera à gauche quoi qu'il arrive. Argenteuil et Bezons sont des fiefs communistes de longue date, mais les difficultés nationales du PCF et l'érosion du pouvoir local offre les meilleures chances d'un rééquilibrage en faveur du Parti socialiste. En 1973, le candidat communiste était élu au premier tour, en 1978 il obtenait 46,63 % des suffrages, en 1981 enfin, ce score tombait à 33 % tandis que le PS, quasi inexistant il y a quelques années, obtenait 25,24 % aux dernières présidentielles. Huit points d'écart c'est beaucoup, mais cela ne semble pas entamer l'espoir de Pierre-Yves Lecharny, trente-quatre ans, conseiller municipal d'Argenteuil, qui défend pour la seconde fois avec son suppléant Alain Leikine, les couleurs socialistes aux législatives. Outre l'effritement du PCF, cet espoir se fonde sur l'ampleur de la poussée socialiste au niveau national. D'où le slogan favori de Pierre-Yves Lecharny : un nouveau président, un nouveau député.

Mais pour dépasser Robert Montdargent, le candidat communiste, il faut au socialiste toutes les voix. Il a déjà celles du MRG et des écologistes de Jean-Claude Delarue, mais il lui manquera celles que recherchent les candidats PSU et Lutte Ouvrière qui ont refusé de retirer leur candidature.

Enfin et surtout il manquera les voix écologistes qui se seront abusées par une candidature pirate comme il en prolifère tant en ce moment. Ils sont parfois, et c'est plus grave, des candidats occultes du PCF. C'est le cas de Michel Aussel, candidat écologiste qui n'a reçu l'investiture d'aucun mouvement mais dont le nom apparaît sur la liste de soutien publiée par la cellule A. Croizat pour la candidature de Georges Marchais aux présidentielles.



Les communistes au pouvoir à Argenteuil et à Bezons savent eux aussi que l'élection du député de la troisième circonscription du Val-d'Oise se jouera au premier tour...

MARC FROMION EN SEINE-ET-MARNE

Insécurité pour Alain Peyrefitte



UN « *homme de terrain* » face à un notable de la Ve République... Ainsi peut-on caractériser, schématiquement, la bataille se déroulant entre Marc Fromion, cinquante ans, conseiller général socialiste, et Alain Peyrefitte, ex-garde des Sceaux et député de la quatrième circonscription de Seine-et-Marne. Une circonscription essentiellement rurale.

Avec ses 28 000 habitants, Montereau est la ville la plus importante. Traditionnellement conservatrice: elle élit et réélit, depuis 1958, Alain Peyrefitte, qui devient, en 1965, maire de Provins.

Cette fois, pourtant, sa victoire ne semble pas assurée. D'une part, la population paraît quelque peu fatiguée d'un notable qui gouverne par personne interposée, et qui a déçu les espoirs de bon nombre de ses électeurs. Certes il a, dans un « clientélisme » bien compris, rendu des services individuels. Mais la circonscription manque d'équipements collectifs. Quant aux créations d'emplois, mieux vaut n'en point parler. La zone industrielle de Bray, créée il y a huit ans, accueille une seule entreprise! Même les agriculteurs ne voient plus en lui le meilleur défenseur de leurs intérêts. Au fil des ans, son image s'est ternie.

Au second tour de l'élection présidentielle, François Mitterrand a recueilli la majorité des suffrages. Le Parti communiste, traditionnellement fort, perd sa prédominance au sein de la gauche. François Mitterrand devance Georges Marchais de six points.

Deux changements qui sont autant de chances pour le candidat socialiste. Professeur d'éducation physique, maire d'une petite localité, Marc Fromion connaît bien la circonscription. Militant socialiste de longue date, il a déjà battu une personnalité politique. En 1979, aux élections cantonales, il évince Dailly, vice-président du Sénat, alors président du conseil général.

« Marc », comme on l'appelle ici, a un autre atout. Il a le « contact » avec la population. Il discute volontiers dans la rue avec les gens du coin. Sa campagne? Il rappelle, bien sûr, la nécessité de donner des moyens d'action au gouvernement. Il insiste aussi sur les avantages d'une assemblée régionale élue au suffrage universel. Un projet dont il attend beaucoup. Il espère arriver, au premier tour, en tête des candidats de gauche. Aucun ne semble d'ailleurs en mesure de le concurrencer sérieusement. Seul Alvarez, maire communiste de Montereau, aurait pu le faire. Le faible score de Georges Marchais, en mai dernier, semble exclure cette hypothèse.

Dominique GAUCHER

CFDT-Ministre de l'Industrie: ça baigne dans l'huile...

« *Ce jour a un caractère quasi historique* », a déclaré, mercredi 10 juin, Michel Rolant, secrétaire national CFDT à l'action économique, qui venait d'être reçu par Pierre Joxe, ministre de l'Industrie, avec une délégation de secrétaires fédéraux de différents secteurs industriels,

« *Historique* » parce que le ministre de l'Industrie a décidé de lever le secret sur les dossiers industriels sur lesquels travaillent ses services. Désormais, la CFDT, et d'autres syndicats, s'ils le souhaitent, aura le droit d'intervenir sur les dossiers avant que les décisions ne soient prises.

« *Quasi historique* », enfin, et cela a valeur d'anecdote, mais est cependant révélateur du bon climat qui règne entre le gouvernement et les syndicats depuis le 10 mai, parce que — pour la première fois — les responsables CFDT ont accueilli la presse au ministère, à la même table autour de laquelle ils venaient d'être reçus par le ministre.

Les principaux dossiers abordés ont été : les secteurs et les entreprises en difficulté; les secteurs stratégiques; les programmes d'urgence; l'énergie (dossier pour lequel les deux parties se revoient le 11 juin) et les nationalisations.

Le ministre et la CFDT se sont mis d'accord pour désigner chacun son « *correspondant* » pour quatre grands secteurs : énergie, industrie, innovation et technologies nouvelles, nationalisations.

Les secteurs en difficultés. Pierre Joxe a expliqué que les mesures capables de redonner à ces secteurs un rôle stratégique dans la politique industrielle s'inscriraient dans le plan intérimaire de deux ans qui va être mis en place.

Les entreprises en difficultés. La CFDT a présenté une liste non exhaustive de 174 entreprises en difficultés (voir *Combat socialiste* du 2 juin). Pierre Joxe a fait savoir que sa liste en comportait une centaine de plus... La CFDT sera donc consultée avant toute décision.

Les secteurs stratégiques et la reconquête du marché intérieur. Là aussi des procédures de consultation seront mises en place, en liaison avec les autres ministères concernés (Plan, Recherche).

Les programmes d'urgence. Un dispositif spécifique est à mettre sur pied, notamment pour la définition d'une politique énergétique plus diversifiée.

L'énergie. Des contrats d'études pourraient être passés entre la CFDT et le ministère de l'Industrie pour les économies d'énergie, la relance du charbon, la réévaluation des prévisions de la demande d'énergie, etc.

Au Conseil des ministres du 17 juin, Pierre Joxe doit présenter les premières mesures d'urgence pour venir en aide aux entreprises en difficulté.

Guy de FARAMOND

François Bloch-Lainé dressera un bilan de l'état de la France

LE premier ministre, Pierre Mauroy, a reçu mercredi François Bloch-Lainé, ancien président du Crédit lyonnais et ex-directeur du Trésor, auquel il a demandé de présider la commission du bilan sur la situation en France.

Cette commission, dont François Mitterrand avait annoncé la création avant son élection à la présidence de la République, sera composée de six à huit membres, dont les noms ne sont pas encore connus, et devra donner ses premières conclusions le 15 septembre prochain.

Pierre Mauroy s'est félicité de ce que M. Bloch-Lainé, « *citoyen exemplaire et économiste réputé* », ait accepté cette « *haute commission* ». Il a souhaité que ce bilan soit « *objectif et impartial* », afin qu'il contribue à clarifier le débat démocratique en France.

Dans la lettre adressée mercredi par le premier ministre à M. Bloch-Laine, les objectifs de cette commission sont précises: « *Il s'agit de dresser un tableau complet de l'économie française et de préciser les conséquences de la politique antérieurement conduite. C'est ainsi qu'il conviendra notamment de mettre l'accent sur la situation de l'emploi, des finances publiques et au budget social de la nation, sur la compétitivité de notre appareil productif et sur l'évolution du commerce extérieur de la France. Un constat sur les inégalités sociales devra être dressé.* »

« *Ce bilan*, a précisé Pierre Mauroy, *ne doit pas être uniquement économique. Il touche tous les secteurs de la vie nationale, notamment l'état des libertes, mais aussi la capacité de la France à faire face à une éventuelle agression étrangère.*

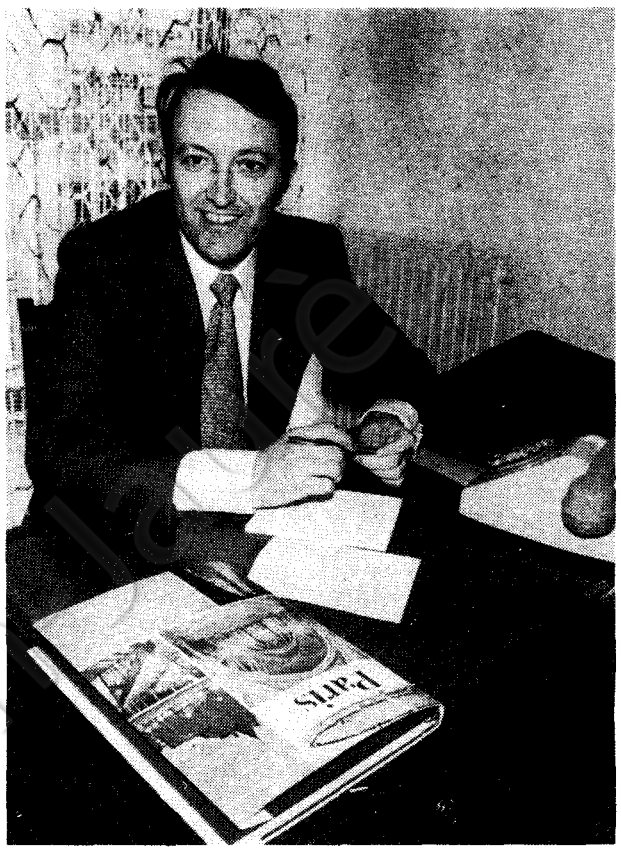
» *Il vous est demandé*, ajoute le premier ministre dans sa lettre, *compte tenu de ce constat, d'apprécier les conditions dans lesquelles va devoir s'exercer l'action extérieure de la France et sa politique de défense.*

PARIS

GEORGES SARRE:

«Chirac dépense plus d'argent pour les réceptions que pour la jeunesse»

La victoire de la gauche a-t-elle eu une incidence au conseil municipal de Paris? Jacques Chirac est-il un bon maire ? Etc ? Georges Sarre, président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville, qui se présente dans le XIe arronaissement (neuvième circonscription), fait le point avec *Combat socialiste*.



— ***L'élection d'un maire a-t-elle eu des conséquences positives pour les Parisiens?***

— La réforme de 1975 est modestement positive. L'aspect restrictif de la loi est dû au fait que Jacques Chirac, premier ministre de l'époque, devenu depuis le maire de Paris, n'avait pas prévu sa trajectoire. L'Etat, selon lui, devait garder un pouvoir de contrôle sur la capitale. Prenons un exemple : les permis de construire. Ils sont délivrés pour l'essentiel par le ministre concerné, à l'époque Michel d'Ornano. Est-ce normal?

— ***Jacques Chirac est-il un bon maire?***

— Je ne le pense absolument pas, et je voudrais apporter quelques éléments d'appréciation en prenant trois dossiers :

La sécurité. Non seulement elle ne s'est pas améliorée, mais encore, dans le domaine de la prévention, rien n'a été fait. Je suis entièrement d'accord avec le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, qui a abordé cette question récemment dans le XIe arrondissement. Il préconise le recrutement de 1 000 personnes pour alléger les tâches administratives des policiers, ainsi que l'îlotage qui leur permettrait d'avoir une connaissance exacte des besoins de la population du quartier.

Le logement. Il y a à Paris plus de 20 000 demandes prioritaires de personnes qui vivent dans des logements insalubres, et plus de 65 000 demandes. Or, on ne construit même pas 3 500 logements sociaux par an. A ce rythme, pour résoudre ce problème, Jacques Chirac devrait être élu maire de Paris « à vie ».

Enfin, **l'emploi.** Paris est la capitale du chômage, avec plus de 130 000 demandeurs d'emploi. Face à cette situation, il n'a pris que quelques timides mesures de relance. J'ajoute que l'on dépense plus d'argent pour les réceptions que pour la jeunesse.

— ***Peut-on trouver des circonstances atténuantes au maire de Paris en raison des pouvoirs restreints accordés par l'Etat?***

— L'ex-majorité avait le pouvoir à l'Elysée, à Matignon, à l'Assemblée nationale, à l'Hôtel de Ville. Si Jacques Chirac avait la volonté politique de rendre la vie plus supportable aux catégories les plus défavorisées, Paris ne serait pas devenu une ville pour les riches. C'est cette tendance qu'il faut inverser. Et puis, le maire de Paris aime beaucoup les campagnes électorales : européennes, présidentielles, législatives... cela ne fait pas avancer les affaires de la ville.

— ***Dans l'hypothèse de l'élection d'un maire de gauche, sa politique serait-elle très différente?***

— Absolument. Car la nouvelle majorité pourrait faire voter des lois permettant de lutter contre la spéculation, un impôt foncier, etc. Des moyens seraient donnés aux collectivités locales pour construire des logements sociaux...

— ***La victoire de la gauche aux élections présidentielles a-t-elle eu des conséquences au Conseil de Paris?***

— Auparavant, nos relations étaient dures, assez tendues mais demeuraient courtoises. J'observe depuis l'élection de François Mitterrand une grande nervosité. Certaines déclarations apocalyptiques donnent le sentiment de celui qui finirait par croire à ses propres fantames... En tout cas, nous ferons le maximum pour que les Parisiens bénéficient des « retombées » de la victoire de la gauche.

— ***Vous vous présentez dans le XIe arrondissement de la capitale. D'une façon générale, êtes-vous optimiste sur le résultat de ces élections, et quel est votre principal adversaire ? D'autre part, dans l'hypothèse de votre élection, garderez-vous votre mandat à l'Hôtel de Ville?***

— L'excellent résultat obtenu par François Mitterrand à Paris doit se traduire par une poussée de la gauche dans la capitale. J'aurai en face de moi Alain Devaquet (RPR), qui s'est « giscardisé » pour se « chiraquiser » de nouveau et dont les habitants du XIe arrondissement auront tôt fait de juger les convictions successives. Dans cet arrondissement comme dans tous les quartiers populaires de Paris, la victoire de François Mitterrand a créé une grande espérance. Nous allons en voir très bientôt les résultats. Si je suis élu, nous proposerons un conseil d'arrondissement à la proportionnelle ayant pouvoir de décision sur les équipements locaux. Je note à ce propos que, pour plus de 150 000 habitants, le XIe arrondissement, dispose que de sept élus ; ce n'est pas normal. Quant à avoir deux mandats, ce ne sera pas un handicap, mais un atout complémentaire pour rapprocher le pouvoir des citoyens.

Propos recueillis par Jean GLEIZE

Lionel Jospin sur France-Inter

«Avancer vers une société plus juste»

LIONEL JOSPIN, dès l'ouverture du débat, s'est vu dans l'obligation de préciser qu'il était là « *en tant que premier secrétaire du Parti socialiste, et non en tant que premier ministre ou même membre du gouvernement* ».

A propos du conseil des ministres qui venait de se tenir, le premier secrétaire du PS a indiqué que l'impôt sur les hauts revenus, sur les bénéfices qu'ont pu faire de très grandes entreprises pétrolières... est somme toute logique. « *Nous voulons avancer vers une société plus juste en maîtrisant les équilibres économiques. Les mesures sociales, il faut les financer.* »

Lionel Jospin a estimé que « *la question de la hausse des taux d'intérêt, directement liée aux initiatives prises par les autorités américaines, est devenue un problème majeur sur le plan économique à débattre entre les Américains et les Européens* ». D'autre part, il pense que la « *santé de l'économie française ne doit pas reposer sur le rôle de marchand de canons* »; d'ailleurs, il s'est prononcé pour une « *reconversion progressive des industries d'armement vers des activités de type civil* ».

Cependant, à l'exception du Chili, les contrats de vente d'armes qui ont été passés doivent être respectés « *car il s'agit de la parole de la France; pour le reste*, a-t-il ajouté, *nous ne poursuivrons pas la politique systématique à des pays de type fasciste ou pratiquant l'apartheid* ».

Enfin, en ce qui concerne l'accès des communistes au gouvernement, « *il s'agit de savoir si l'on est d'accord quant au fond sur les grandes orientations du président de la République* », a-t-il conclu.

IL Y A DIX ANS LE CONGRES DE L'UNITE DES SOCIALISTES

Il y a dix ans, jour pour jour, débutait le congrès d'Epinay. Les 11, 12 et 13 juin 1971 les multiples courants de la gauche non communiste décidaient de s'unir et de travailler concrètement à l'alliance avec les communistes. Peu de gens — il suffit pour s'en convaincre de lire les commentaires des observateurs de l'époque — prirent pleinement conscience de l'importance de l'étape qui venait d'être franchie, ni de la force des deux mots clés d'Epinay : Unité et Union.

Il est vrai que le chemin n'était pas voie royale et qu'il fallait la volonté d'un homme pour faire de ce programme la trame de la victoire d'aujourdhui.

Dix ans c'est long dans la vie d'un militant, c'est peu dans un combat politique. Pierre Mauroy, Lionel Jospin; Jean Poperen, Marcel Debarge et Gilbert Bonnemaison devaient intervenir à la tribune du dixième anniversaire d'Epinay.

En 1971, nombre d'entre eux avaient déjà pris la parole, leurs discours auront permis de mesurer le chemin parcouru et celui qui reste à couvrir.

L'intervention de Jean Poperen à Epinay le 11 juin 1981

«Ne transformons pas les différences en conflits»



Mes chers camarades,

Oui, c'est bien ! c'est bien dix ans après que cette vaste enceinte fût entrée dans l'histoire, que nous nous retrouvions tous, ceux qui y étaient et ceux qui n'y étaient pas, peu importe, puisque c'est le même fleuve qui a tant grossi et qui va tant grossir encore.

Dix ans, c'est long d'une vie humaine et surtout d'une vie militante ! Dix ans, c'est peu de ce combat, plus que séculaire, des socialistes pour la libération de l'homme (...)

Dans les moments où l'adversité paraît la plus forte, c'est le regard sur la perspective historique qui rend la confiance ...

Se rénover et s'unir

Et nous étions beaucoup, heureusement, à n'en avoir pas manqué au seuil de cette longue marche des premières années du pouvoir de la droite. Mais il y fallait aussi quelque lucidité, cette indispensable prise de conscience que la gauche, et d'abord la gauche socialiste n'offrirait à nouveau une alternative qu'à condition de se rénover et de s'unir. Ce double impératif domine les treize années de l'histoire du socialisme qui précèdent et qui préparent Epinay. Les chemins furent divers et parfois contrastés, mais tous confluaient vers un même but : une gauche socialiste rénovée et unie. Les uns y travaillèrent de l'intérieur des structures anciennes, d'autres en rupture avec ces structures, d'autres, encore, à partir de structures tout à fait nouvelles et restées jusque-là à l'écart du socialisme organisé. Et avant de devenir unificatrice, cette histoire fut d'abord celle des divisions, des oppositions, d'autant plus après que sans prise immédiate sur le réel.

Déjà, une première fois, la cohésion avait paru l'emporter, mais la tourmente de Mai 68 avait dispersé la FGDS, ne laissant que l'amère saveur de l'unité perdue. Pouvait-on se résigner ? Au plus creux de la vague, en ce démoralisant printemps 1969, où la gauche est incapable de cueillir les fruits de sa victoire sur le gaullisme, les fils, laborieusement, commencent de se renouer. Il y faudra deux ans encore !

Que de rencontres, de colloques, de propositions, de contre-propositions, d'appels, de contre-appels, il y fallût pour régler les détails qui n'avaient tant de prix que parce que la confiance réciproque n'était guère, cette confiance qui ne se fortifierait ensuite que d'un long travail commun. Les grands moments, comme ceux que nous vivons aujourd'hui, sont-ils jamais autre chose que l'aboutissement d'une infinité de petits gestes, et souvent de petitesses ? Mais c'est par ce cheminement laborieux, usant, retardé de tant de recommencements, que nous avons appris que l'unité n'avait pas de prix. Oui, la leçon de tant d'années de cette traversée du désert de la gauche socialiste, et finalement de ces deux ans où se prépare le congrès d'unité

« Unis, les socialistes peuvent beaucoup, divisés, ils ne peuvent rien. »

des socialistes, comme nous allons l'appeler, c'est que s'ils sont un, les socialistes peuvent beaucoup, divisés ils ne peuvent rien. La contre-épreuve, nous la vivons aujourd'hui, où l'unité socialiste nous vaut de si éclatantes victoires.

Plus jamais la gauche groupusculaire

Que ceux qui, venus plus jeunes à un parti déjà rassemblé, n'ont pas vécu l'épreuve de la division, comprennent que le serment le plus ardent, le plus profond des femmes et des hommes rassemblés en juin 1971 à Epinay, c'était de ne jamais laisser mettre en cause cette unité socialiste, ce bien le plus précieux. Ceux qui l'ont vécue ne veulent plus jamais revivre la gauche groupusculaire, la gauche qui parlait, mais ne pouvait rien : que de résolutions, de motions, de congrès, de programmes, de projets, que de discours devant des bancs vides aux quatre coins du pays.

Mais nous avions appris, en même temps, qu'il n'y a d'unité que si elle est respectueuse de la diversité. Le socialisme français est multiple. Cette multiplicité est le produit de son histoire, de sa luxuriance culturelle, en même temps que le reflet des différenciations qui, à notre époque, caractérisent le monde du travail en notre pays, le front de classe, que le PS tend à exprimer si largement, si complètement aujourd'hui. La diversité est donc dans la nature du socialisme français, et c'est le parti lui-même qui est atteint si la diversité est mutilée. Il ne peut y avoir beaucoup de solidarité que s'il y a beaucoup de tolérance, d'une tolérance qui a toujours été une source inspiratrice de la gauche française, y compris en ses plus lointaines origines, celles de la pensée révolutionnaire bourgeoise.

A l'intérieur de leur parti, les socialistes ne devraient avoir d'exclusive que contre les exclusives. Ils devraient éviter de transformer des différences en conflits : différences d'origines politiques, différences entre le Centre et les régions, différences entre les générations.

Ceux qui ont assimilé l'acquis de l'histoire du socialisme ne doivent pas s'en faire une carapace contre les idées nouvelles, mais des idées nouvelles ne valent guère si elles signifient le rejet de tout l'acquis du socialisme, à fortiori si elles sont moins la nouveauté que la résurgence moderne d'idées anciennes. La novation n'est souhaitée que si elle féconde la tradition, sûrement pas si elle la détruit.

Cependant, le syncrétisme socialiste n'est pas neutre; et le congrès d'unité socialiste fut le congrès d'un choix politique. Pourtant il arrive que des socialistes oublient cette leçon-là aussi.

Pas plus qu'elle n'est le refus de la diversité, l'unité ne saurait être le rejet de la discussion.

Trop souvent, parce qu'ils craignent pour l'unité du parti, ou quelquefois par une sorte de paresse intellectuelle, les socialistes répugnent au débat politique. Et sans doute le parti ne doit-il pas se laisser dissoudre en ses différences; mais il faut comprendre que l'unité ne saurait être ni fixité ni monolithisme.

L'unité est mouvement

L'unité est mouvement, elle n'est vigoureuse que par le choc dialectique des différences, des oppositions. Et la fin du débat démocratique serait le début de la dégénérescence : n'avons-nous pas un exemple sous nos yeux, et pas très loin de nous ? L'appel à l'unité du parti, à une unité qui n'est le privilège ni l'apanage de personne, qui est le bien de tous, l'appel à l'unité ne doit jamais être une invite à fuir ou à refuser le débat, voire simplement à disqualifier le débat.

Il est bien rare qu'il n'y ait pour un parti, dans une conjoncture donnée, qu'une ligne politique possible, et nous l'avons bien vu, encore, ces dernières années. Mais, lorsqu'un choix s'impose, unanimement ou presque, c'est sans doute que quelque chose de grand se passe, c'est qu'on tient un maillon important de l'histoire. Ce fut le cas à Epinay.

Le choix d'Epinay, ce fut celui de l'union, de l'union des forces du travail. Sans doute plusieurs modalités se proposaient-elles, et parce que le temps a apporté sa patine, il serait peu honnête de prétendre aujourd'hui que ce choix entre les modalités diverses était sans importance : ce fut le débat du congrès. Mais tous les socialistes d'Epinay se retrouvèrent sur le choix stratégique : unir, unir les travailleurs pour changer la société. Cet engagement commun fut comme l'acte de baptême du parti. Le parti s'est fait là-dessus. C'est pourquoi, quelles que soient les péripéties de notre histoire, le parti ne pourrait s'éloigner de cet engagement sans se renier. Il se peut que certains n'aient pas mesuré à l'époque toutes les difficultés de la tâche, qu'ils aient imaginé que le chemin de l'union serait une voie royale. Dans les conditions de la gauche française, il ne peut être qu'un chemin difficile, une marche périlleuse, faite d'avancées et de reculs, et où les coups pleuvent plus souvent que les fleurs. (...)

Rassembler les Français

Mais, sans doute, avons-nous dès maintenant atteint un palier décisif : pour reprendre une expression chère à François Mitterrand, il fallait que la majorité sociologique devint la majorité politique. C'est fait. Et, pour cela, il fallait d'abord — et cela aussi fut dit à Epinay en 1971 par François Mitterrand — que le PS devint la force prépondérante, la force d'entraînement de toute la gauche. Cela a été fait aussi. C'est cet impressionnant bilan que nous célébrons aujourd'hui, à dix ans du coup d'envoi de cette merveilleuse aventure. Et ce n'est point se laisser aller à la grandiloquence des tribunes de constater que, comme toutes les grandes aventures, elle est le résultat de la rencontre entre des circonstances politiques, une grande volonté collective et une personnalité exceptionnelle...

Extraordinaire leçon — on l'a dit de tous côtés au jour de son élection à la présidence de la République — de fermeté, de persévérance, de confiance tranquille, justement, contre les pires moments d'adversité. Mais ce qu'on a moins dit — et notamment du côté de nos adversaires, et pour cause ! — c'est que cette réussite est aussi une extraordinaire leçon d'intelligence politique, de cette capacité, si rare, — et où se rencontrent sans doute la science politique et le sens politique — à saisir l'essentiel dans la complexité de l'instant, à choisir le moment opportun pour agir, pour porter le coup décisif.

En sorte que non seulement nous avons beaucoup gagné, mais nous avons tous aussi beaucoup appris, ce qui est encore une façon de gagner. Et nous nous sentons moins démunis en la soudaine solitude qui nous éprouve ; nous nous sentons capables de porter plus loin notre réussite collective. Et cela d'autant plus qu'au travers mêmes de ses épreuves, de ses combats, le parti s'est enrichi, à tous les niveaux, de responsabilité, d'hommes et de femmes qui expriment au mieux sa politique. Notre arrivée au pouvoir exige beaucoup de nous, mais nous sommes suffisamment forts maintenant pour qu'il n'y ait pas solution de continuité, y compris au plus haut niveau de responsabilité. Et il n'est pas seulement symbolique que ce soit un « enfant d'Epinay », Lionel Jospin, qui assume aujourd'hui, avec toutes les qualités qu'on lui connaît déjà, avec toute la confiance qu'il a su mériter au-delà même du parti, la responsabilité première. Oui, la barre est tenue pour cette nouvelle étape, où nous n'allons plus seulement dire le socialisme, mais le faire, au moment même où cette nouvelle étape va s'ouvrir par une nouvelle et grande victoire, les 14 et 21 juin.

Oui, dix ans après, le nouveau Parti socialiste va être le parti du socialisme en France.

Epinay, 11-12-13 juin 1971

Les trois jours qui rassemblèrent les socialistes

Le 11 juin 1971, des socialistes se réunissent en congrès à la recherche de leur unité. Le centre sportif d'Epinay-sur-Seine accueille quelque 800 membres de l'ex-SFIO (devenue, depuis le congrès d'Issy-les-Moulineaux en 1969, le Parti socialiste), 97 membres de la Convention des institutions républicaines (CIR), animée par François Mitterrand, et une soixantaine d'« inorganisés », venus notamment de groupes d'inspiration chrétienne tels qu'Objectif-72 de Robert Buron et Vie nouvelle.

CELLE qu'on appelle « la gauche non communiste » essaie de surmonter la crise dans laquelle l'a plongée l'éclatement de la Fédération de la gauche démocrate socialiste (FGDS) à l'automne 1968 et le médiocre score réalisé par Gaston Defferre à l'élection présidentielle de 1969.

Alain Savary, qui a succédé à Guy Mollet à la direction du Parti socialiste, s'efforce de faire évoluer son parti vers la gauche, et il est significatif qu'André Chandernagor, député de la Creuse, favorable à la reconstruction d'un bloc de centre gauche, ne pourra, faute d'un soutien suffisant, présenter une motion en ce sens au congrès d'Epinay.

Pour ce congrès les motions d'orientation ne manquent pourtant pas. Les congrès départementaux ont réparti leurs mandats sur six textes :

— La motion Mauroy-Defferre, présentée par les puissantes fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône, insiste sur le besoin de rénovation du parti, mais marque une certaine réserve à l'égard du Parti communiste.

— La motion Savary-Mollet entend représenter la ligne majoritaire du Parti socialiste et privilégier le dialogue idéologique avec les communistes.

— La motion Mermaz-Pontillon, celle des conventionnels de François Mitterrand, demande une restructuration du Parti socialiste et vise à obtenir un rééquilibrage des forces entre socialistes et communistes.

— Les motions Poperen et CERES demandent la négociation d'un programme de gouvernement avec le PCF.

— Enfin, la motion des nouveaux adhérents revendique, elle aussi, de nouvelles structures, et, surtout, la reconnaissance des tendances.

Le vote indicatif réalisé au début du congrès accorde 34 % des mandats à la motion Savary-Mollet, 31 % à Mauroy-Defferre, 13 % à Mermaz-Pontillon, 12 % à Poperen, 8,5 % au CERES et 0,5 % à Robert Buron.

Bataille sur la proportionnelle

Si les formations politiques voisines, le Parti communiste d'un côté, les radicaux et centristes de l'autre, observent avec un intérêt soutenu le déroulement du congrès, la presse montre, en général, un scepticisme nourri par les précédentes tentatives d'unification des socialistes. Le rédacteur du *Monde* peut écrire : « *Quels que soient les résultats du congrès, il faudra attendre plusieurs mois avant de dire si l'opération visant à donner un nouvel allant au socialisme démocratique a réussi.* »

Pour l'immédiat, ce sont les congressistes eux-mêmes qui s'y perdent. Vendredi, en fin d'après-midi, un délégué départemental intervient pour demander, au nom des nouveaux adhérents, que les porte-parole des différentes tendances s'expriment avec plus de clarté. Ce qui différencie les uns et les autres n'apparaît pas, en effet, très clair pour le militant non familier des appareils politiques.

Une barre difficile à franchir

Le premier grand débat s'engage sur les statuts du nouveau parti et sur le mode de désignation des organismes dirigeants.

Aura-t-on recours ou non à la représentation proportionnelle des différents courants de pensée ? Ce système n'était en vigueur ni à la SFIO ni à la CIR. Ce sont évidemment les minoritaires du Parti socialiste, le courant de Jean Poperen et le CERES, qui y sont favorables, mais, même avec l'appui des quelques milliers de nouveaux adhérents, ils ne peuvent espérer l'obtenir. Ils vont pourtant y parvenir.

Ce congrès va en effet se dérouler beaucoup selon les « bruits de couloir ». Il en est un qui court avec insistance et qui évoque la possibilité d'une alliance entre les fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône, la Convention et le CERES.

Dans la nuit du vendredi au samedi, Guy Mollet et ses amis décident de briser cette éventuelle coalition qu'ils considèrent comme « contre nature ». Il s'agit pour eux de mettre en minorité l'alliance constituée par les fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône — depuis longtemps opposées à la direction du PS — et la CIR. Il leur faut donc s'allier le CERES.

Ils vont le faire en proposant, le samedi matin, l'adoption du principe de la représentation proportionnelle. Celui-ci est adopté par 53 846 voix (Savary, Mollet, Poperen, CERES) contre 35 407 (CIR, Nord, Bouches-du-Rhône). La majorité du nouveau parti socialiste est-elle ainsi constituée ? Non, car il reste à savoir comment va s'appliquer ce principe de la proportionnelle. Certains, parmi la direction sortante, envisagent de fixer à 25 % la barre au-dessous de laquelle un courant ne peut être représenté ; cela conduirait à éliminer quasi automatiquement les courants minoritaires.

Le CERES, par la voix de Jean-Pierre Chevènement, repart à l'assaut et réclame une application intégrale de la proportionnelle. Elle constituerait un désaveu de la direction sortante. Gaston Defferre et Claude Estier, qui parle au nom de la CIR, l'ont bien compris et ils invitent alors le congrès à voter pour la dernière proposition du CERES. La proportionnelle intégrale est alors adoptée, par 51 231 voix (Convention, Nord, Bouches-du-Rhône et CERES) contre 38 783 (Mollet-Savary et Poperen). Une nouvelle majorité vient de se dégager.

Les statuts votés, le débat politique s'engage dans une grande effervescence. André Chandernagor se prononce clairement contre l'union de la gauche ; Pierre Mauroy réclame une pause dans le débat idéologique engagé avec le PCF mais se déclare favorable à une « *stratégie globale de rupture avec le capitalisme* ». Il est en accord avec la tonalité générale des interventions et des réactions du congrès qui traduisent la volonté de rejeter toute compromission centriste et l'aspiration à l'union de la gauche. Les divergences concernent surtout la méthode de discussion avec les communistes : les fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône veulent dépasser le dialogue idéologique qui renvoie toujours l'unité d'action à plus tard mais veulent en même temps obtenir des garanties ; la CIR refuse également de se contenter du débat idéologique, tandis que le CERES recommande la négociation d'un programme précis.

C'est alors que François Mitterrand intervient. Pierre Guidoni raconte : « *Dès les premiers mots, la salle, pourtant à demi hostile, est conquise, fascinée. Il fera, ce jour-là, un de ses plus grands discours.* » Que dit-il ? Il tranche nettement dans les hésitations idéologiques. Selon lui, le parti doit s'inscrire dans la logique de « *l'union de la gauche, toute la gauche, avec les communistes* ». C'est une action concrète qu'il faut mener : « *Il n'y aura pas d'alliance électorale, il n'y aura pas de programme électoral, il n'y aura pas de majorité commune s'il n'y a pas de contrat de majorité, s'il n'y a pas de contrat de gouvernement.* » Dix ans après, le Parti socialiste tient le même langage.

Guy Mollet, lui aussi, fera un grand discours, écouté avec respect et émotion. Mais le congrès est déjà terminé.

La commission des résolutions ne parviendra pas à rapprocher les points de vue, et le congrès aura à se prononcer sur deux motions : la motion de François Mitterrand, appuyée par les fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône, par le CERES et par la CIR, qui recueillera 43 926 voix, et la motion de Savary-Mollet et Poperen, qui en aura 41 757. Il y aura 3 925 abstentions.

François Mitterrand deviendra premier secrétaire du parti d'Epinay. Les clivages de 1971 seront bien vite dépassés, mais le parti en connaîtra d'autres. Il se retrouvera pourtant uni dix ans plus tard, en 1981. Dix ans, seulement, pour parvenir à la victoire.

Colette PARIS

« L'union de la gauche, toute la gauche, avec les communistes. »



Les dix ans qui ont suivi

• **13 juin 1971.** A Epinay-sur-Seine, la grande salle du gymnase se vide. Les trois mille congressistes, après un débat difficile, fertile en rebondissements, se séparent après s'être donné une nouvelle équipe dirigeante pour de nouvelles orientations. Trois jours plus tard, François Mitterrand devient premier secrétaire d'un parti qui ne compte plus que quatre-vingt mille adhérents ; c'est le chiffre le plus bas depuis 1937.

• **27 juin 1972.** Signature du Programme commun de gouvernement avec le Parti communiste, puis, un peu plus tard, avec le MRG. La gauche dispose dès lors d'un programme qui précise des perspectives crédibles de changement et qui s'affirme en rupture avec le mode de gestion du libéralisme économique.

• **12 mars 1973.** Premier succès aux élections législatives : le Parti socialiste obtient 19 % des suffrages, soit à peu près son score de 1936. Mais surtout une nouvelle génération d'élus entre à l'Assemblée nationale.

• **19 mai 1974.** François Mitterrand, candidat unique de la gauche, recueille 49,19 % des suffrages. Déçu mais conscient de sa force retrouvée, le Parti socialiste développe son implantation, augmente son audience.

• **13 octobre 1974.** Des militants venus du PSU, de différentes associations telles que les GAM ou Vie nouvelle mais aussi de la CFDT, rejoignent le PS qui compte alors cent cinquante mille adhérents.

• **1er février 1975.** Le congrès de Pau réaffirme ses grands axes d'action et son identité : priorité à l'Union de la gauche, approfondissement des options fondamentales du Programme commun de gouvernement, perspectives pour un projet autogestionnaire, renforcement de la présence dans les entreprises.

• **Nantes, juin 1977.** Le Parti socialiste mesure le chemin parcouru. Il est devenu le premier parti de France. Face à la crise, les mots force sont : réduction des inégalités sociales, nationalisations, planification, régionalisation.

• **Septembre 1977.** Rupture par les responsables du PC des négociations pour l'actualisation du Programme commun.

• **1978.** Aux élections législatives, le PS recueille 6 451 151 voix, soit 22,6 % de suffrages. Mais la gauche est battue. François Mitterrand déclare : « *En mars 1978, le PCF a voulu l'échec de la gauche. (...) Il y a eu une alliance objective entre le PCF et la droite. Nous, nous n'avons pas changé.* »

• **Avril 1979.** Le Parti, fort des cent quatre-vingt-huit mille membres, lance un mot d'ordre : « *Tenir bon.* »

• **24 janvier 1981.** Au congrès de Créteil, François Mitterrand est élu candidat du Parti. Lionel Jospin devient premier secrétaire.

Comment François Mitterrand présenta sa motion

Construire le parti qui nous donnera la victoire

La motion de celui qui, neuf ans et onze mois plus tard, sera élu président de la République est précise. Il s'agit de « *conquérir le pouvoir* ». François Mitterrand croit en effet à « *la vocation majoritaire de ce parti* ».

Mais pour être majoritaire il faut « *s'élargir* », et donc gagner sur l'électorat d'autres partis, au premier rang desquels le Parti communiste. « *Il n'est pas normal,* dit François Mitterrand, *qu'il y ait aujourd'hui cinq millions, et quelquefois plus, de Françaises et de Français qui choisissent le Parti communiste sur le terrain des luttes parce qu'ils ont le sentiment que c'est ce parti-là qui défend leurs intérêts.* » Mais il faut aussi conquérir chez les gaullistes ainsi que, sur l'autre bord de l'échiquier politique, sur les libéraux. Enfin, il est nécessaire d'amener vers le Parti socialiste ceux qui n'appartiennent à aucune famille politique, ceux qui, livrés à des « *organisations anarchiques, comprennent qu'il n'est pas possible de transformer la société par un travail individuel en refusant une puissante organisation politique* ».



François Mitterrand aborde alors le problème de la stratégie que le Parti socialiste doit adopter. En quelques mots tout est dit : ce sera une stratégie de rupture avec le capitalisme. François Mitterrand désigne « *le véritable ennemi* », « *le seul* », c'est-à-dire « *le monopole* », terme qui désigne « *toutes les puissances d'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes* ».

Trois tactiques

Les deux premiers points de son intervention — les buts et la stratégie — sont en quelque sorte le fonds commun des socialistes à Epinay. En revanche, le troisième point — la tactique — est « *le nœud du problème* » comme François Mitterrand lui-même l'indique.

Celui qui n'est pas encore le premier secrétaire présente alors les trois tactiques possibles : celle de la troisième force, celle qui consiste à faire bloc contre l'adversaire principal (l'UDR à l'époque) et enfin celle de l'union de la gauche.

François Mitterrand se prononce sans ambiguïté pour cette dernière et en définit sa conception. L'union ne doit pas se limiter à un simple accord électoral. « *Je penche pour ceux qui, dans ce congrès, préfèrent les actions concrètes, veulent définir les plates-formes politiques et éventuellement des programmes.* »

Si l'accord de désistement lui semble une évidence, l'accord sur un programme lui paraît également indispensable car « *si on se présente ensemble par un accord de deuxième tour, si le mode de scrutin s'y prête, avec les communistes, vous croyez que vous pourrez aborder les élections sans dire aussi aux Français pour quoi faire ? Cela aussi c'est créer les conditions de l'échec permanent !* »

Mais ce programme a ses limites : il n'effacera pas les différences entre les deux partis sinon « *je ne comprendrais pas pourquoi il s'est créé un communisme et un socialisme !* »

La motion de François Mitterrand sera adoptée par 43 926 mandats contre 41 750 et 3 925 abstentions.

Le 16 juin suivant, lors du premier comité directeur, il est élu premier secrétaire du PS. A la fin de 1971, il y avait 80 300 adhérents au Parti socialiste. En 1981, avant l'élection présidentielle, il y en avait 180 000. Il faut « *s'élargir* », disait François Mitterrand à Epinay.

Un militant du CERES

Nous avons été déçus

10 ANS

NOMBRE de militants s'accordent à dire que le congrès d'Epinay représente une phase importante dans l'histoire du socialisme. Paradoxalement, Georges Mingotaud, militant de base qui a vécu l'événement de sa section, reste plus sceptique.

« *A l'époque du congrès d'Epinay, j'appartenais à une section d'entreprise PTT, créée au moment du congrès d'Alfortville à l'initiative du mouvement CERES. C'est pourquoi, lors du vote interne sur les motions, ma section, qui comptait 75 membres, a choisi, unanime, celle du CERES.* » Pour ces militants, la préparation de ce congrès avait commencé bien avant. En adhérant à cette section d'entreprise, ils avaient comme objectif de participer à la création d'un Parti socialiste orienté à gauche, capable de rassembler « *tous les socialistes qui soient capables de jouer un rôle politique dans la situation de la France* ».

Epinay ? Oui, il y avait un enjeu de congrès »; il y avait pour beaucoup un espoir d'« *éclatement* » entre ceux qui voulaient reconstruire un parti fort *(« les nouveaux socialistes »)* et ceux qui désiraient garder le parti tel qu'il était, « *la vieille maison, en quelque sorte* ». C'est pourquoi, au terme de ce congrès, une section qui avait choisi le renouveau total en choisissant la motion CERES se retrouve déçue et plutôt sceptique. « *Nous étions plutôt consternés de l'alliance entre ceux qui étaient pour nous des novateurs et des gens qui représentaient traditionnellement ce qu'on avait combattu sous la SFIO.* » Il s'avère que, pour cette section, l'impact du congrès d'Epinay n'a pas apparu tout de suite. « *D'ailleurs, je suis sûr que peu de gens se rappellent Epinay ; mais paradoxalement on a compris plus tard qu'on ne pouvait pas analyser les progrès du Parti socialiste sans se référer à Epinay.* »

Maire d'Epinay en 71 comme en 81

Gilbert Bonnemaison : «Nous avons gagné le pari du congrès»



Gilbert Bonnemaison est entré aux jeunesses socialistes en 1945. Dès lors il commence à militer activement. Installé à Epinay-sur-Seine en 1956, il est élu maire adjoint en 1959, et, à la même époque, il devient également délégué général de la SFIO. Elu maire d'Epinay-sur-Seine en 1967, il prononce à ce titre le discours d'ouverture du congrès. Réélu, c'est encore lui qui prononcera le discours d'ouverture du dixième anniversaire de cette étape historique du socialisme français.

• Pourquoi le choix d'Epinay pour ce congrès ?

— Pour bien préciser les choses, il faut dire qu'un congrès socialiste s'était déjà tenu à Epinay en 1970. Alain Savary, qui avait été satisfait de l'organisation, m'a demandé d'accueillir un an plus tard le congrès d'unité socialiste.

• Comment s'est présenté le congrès ?

— Dans mon discours d'ouverture, je me félicitai de la rencontre des différents courants socialistes. J'exprimais la conviction qu'une ère nouvelle du socialisme s'ouvrait. J'avais conscience que quelque chose d'important se passait. C'était d'ailleurs un sentiment général, mais personne n'imaginait que cela serait aussi considérable. Après mon discours, il y a eu l'intervention de Marcel Debarge, premier secrétaire fédéral de la Seine Saint-Denis, puis celle de Nicole Questiaux, qui était la présidente du congrès.

Il faut vous dire aussi que j'avais été délégué de ma section à la fédération, puis délégué de la fédération au congrès. J'étais donc porteur d'une majorité de voix pour la motion Mollet Savary.

• Avez-vous le souvenir des trois jours qui ont suivi ?

— Pas vraiment, je me souviens de quelques interventions à la tribune : celles de Guy Mollet, de Gaston Defferre, de Claude Estier, de Gérard Jaquet, et puis, celle François Mitterrand, bien sûr ! Son discours a marqué parce qu'il était plus engagé que tous ceux qui l'avaient précédé. Il exprimait clairement la nécessité d'une rupture avec le capitalisme, la nécessité d'aller vers une autre forme de société. Et puis, si l'image de François Mitterrand à la tribune reste dans le souvenir des participants au congrès, c'est qu'on a eu l'impression qu'un tribun de congrès, avec une dimension exceptionnelle, était né. Je me souviens qu'un de mes adjoints m'a dit : « *On vient de découvrir le chantre du socialisme.* »

Les débats étaient très ouverts et l'incertitude a subsisté jusqu'à la dernière minute. Comme vous le savez, il y a eu deux synthèses, la première entre les motions Savary-Mollet et Poperen, et la seconde entre les motions Mermaz-Pontillon, Nord-Bouches-de-Rhône, et le CERES. C'est cette dernière alliance qui a été majoritaire et qui a élaboré le texte final, qui annonçait les grandes lignes directrices : la rupture avec le capitalisme, la nécessité d'ouvrir un dialogue au sein de la gauche, notamment avec les communistes.

• Quels ont été vos sentiments à l'issue de ce congrès ?

— J'étais sorti minoritaire puisque j'avais appuyé la motion Mollet-Savary, mais je n'étais pas déçu car je savais que la réunion des forces socialistes était commencée.

• Comment est venue l'idée de cet anniversaire ?

— L'idée de la commémoration de cet évènement m'est venue au lendemain de la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle : j'étais dans mon bureau à la mairie et je regardais la photo de François Mitterrand à la tribune du congrès, en pensant à quel point cette victoire était formidable. Tout à coup je me suis dit que le 11 juin c'était juste un mois plus tard, qu'il fallait faire quelque chose, mais que cela dépassait la ville d'Epinay. J'ai donc écrit à Lionel Jospin, qui y avait déjà pensé. Nous avons décidé d'un commun accord que cette célébration serait organisée par le parti conjointement avec la section socialiste d'Epinay.

• Quelle est l'importance de cette cérémonie pour vous ?

— Cette journée représente pour moi un anniversaire, celui d'une période qui a été le symbole d'un commencement : le mouvement-socialiste se cherchait, chacun ressentait la nécessité de trouver des bases au mouvement. Dix ans plus tard, nous avons un président socialiste à l'Elysée et le pari du congrès est gagné, il va l'être encore davantage avec la victoire aux législatives, le 24 juin.

A ce propos, François Mitterrand nous a écrit une phrase qui sera la ligne directrice de cette journée.

« *Dans ces lieux, en juin 1971, des femmes, des hommes venus d'horizons divers se sont unis pour réaliser la nouvelle alliance du socialisme et de la liberté. Leur ambition d'aujourd'hui : l'offrir au peuple Français. En 1981, une étape décisive vient d'être franchie.* »

Propos recueillis par Christine MENZAGHI

Elle dirigeait les débats du congrès

Nicole Questiaux : « J'ai présidé sur ma bonne foi »



Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité nationale, est membre du comité directeur du Parti socialiste depuis 1973. Ancienne élève de l'ENA, maître des requêtes au Conseil d'Etat, elle a été la première femme commissaire du gouvernement près les formations contentieuses. Elle a été choisie pour présider le Congrès d'Epinay en 1971, alors qu'elle n'était pas membre du parti. Elle nous raconte son expérience et sa vision du congrès.

— Quelle était votre position politique avant le congrès d'Epinay ?

— J'étais comme tous ces intellectuels de gauche, parisiens, qui après la guerre d'Algérie, passaient leur temps à rêver la gauche. Chacun imaginait sa petite société de gauche meilleure que l'autre et n'en trouvait jamais une où il avait envie de s'engager. En 1968, j'ai brusquement réalisé combien le gaullisme avait appauvri la vie politique. Il n'y avait plus aucun relais politique. On s'en accommodait. Puis il y a eu mai 68. J'ai été très impressionnée, dans la mesure où j'ai toujours été intéressée par les jeunes et par l'histoire sociale et que j'ai eu l'impression que c'était une crise due à l'absence totale de réponse du milieu politique. A partir de ce moment-là, je me suis dit que ce n'était plus possible d'avoir un goût pour la politique et de ne pas œuvrer.

— Comment, dans ces conditions, êtes-vous devenu présidente du congrès d'Epinay ?

— Les organisations de gauche étaient, selon moi, désastreuses et je n'avais pas la moindre envie d'adhérer à aucune d'entre elles. C'est à ce moment-là que le hasard m'a associée à l'entreprise de François Mitterrand. Il a imaginé la réunification des socialistes à partir du PS de l'époque, des conventionnels et des non-engagés. C'est Georges Dayan qui, au Conseil d'Etat, m'a parlé de sa recherche de personnes non engagées à gauche. J'etais de celles-là. Je dois avouer que les socialistes et les conventionnels à l'époque étaient pour moi trois pelés et quatre tondus qui n'avaient pas réussi. Je suis arrivée là sans aucun complexe. Et puis, ils ont organisé cette délégation d'une vingtaine de personnes qui avaient la charge de préparer le congrès et j'en suis sortie le soir même présidente. Sans doute pour une raison fortuite : on ne pouvait prendre qu'une personne non engagée, et j'étais probablement la seule, de par ma formation, à pouvoir assurer une telle présidence.

— Comment avez-vous conçu votre rôle ?

— Dès que l'on ma confié cette mission, ne connaissant rien aux divergences, j'étais décidée en toute innocence à ce que ce congrès soit une réussite. Je ne comprenais rien à ce qu'était la machine d'un congrès, aux mandats, aux motions, je savais que les effectifs étaient tombés bien bas, que le rapport avec la population était très mauvais. Moi, en toute naïveté, je voulais cette réunification, j'étais convaincue sur le fond. On n'en a pas beaucoup parlé dans l'histoire du congrès, mais j'avais la charge de rassembler des adhésions de non-engagés. On a diffusé un appel dans la presse. Quatre mille personnes ont répondu et j'étais porteuse de leurs mandats.

— Quels sont vos souvenirs du déroulement du congrès ?

— Mon premier souvenir est celui de la rédaction de l'appel ; j'ai insisté pour que les mots d'union de la gauche y figurent. Mon second souvenir est de m'être trouvée devant cette salle où il s'est passé un certain nombre de choses sur lesquelles la vérité historique m'oblige à dire que personne ne m'avait consultée. J'ai présidé sur ma bonne foi, mais je n'étais en aucune manière partie prenante aux accords politiques qui étaient en cause. Je me suis retrouvée devant cette grande salle, fermement décidée à user de mes pouvoirs de présidente et pas du tout prête à ce que les autres me disent ce qu'il fallait faire. Lorsque j'ai vu ces gens qui avaient envie de faire quelque chose pour la gauche, avec l'état d'esprit que j'avais en venant à la politique, j'ai compris que le premier pas allait être franchi. Les journalistes, sceptiques sur les chances d'Epinay, m'interviewaient en me faisant des cours sur ce qu'était la gauche et même l'un d'entre eux n'a pas hésité à me dire : « *Madame, votre affaire n'intéresse personne...* »

— Avez-vous pris conscience de l'existence des différents courants ?

— Non, sûrement pas. Je ne savais pas du tout, par exemple, ce qu'était le CERES à l'époque. Je me doutais que ces courants exprimaient les difficultés de la gauche. C'était pour moi davantage une lutte entre la tradition et le renouveau plutôt qu'une lutte idéologique. La majorité qui s'est formée à Epinay (François Mitterrand, Gaston Defferre, et le CERES) n'était pas une alliance idéologique, mais une nouvelle donne pour un nouveau Parti socialiste.

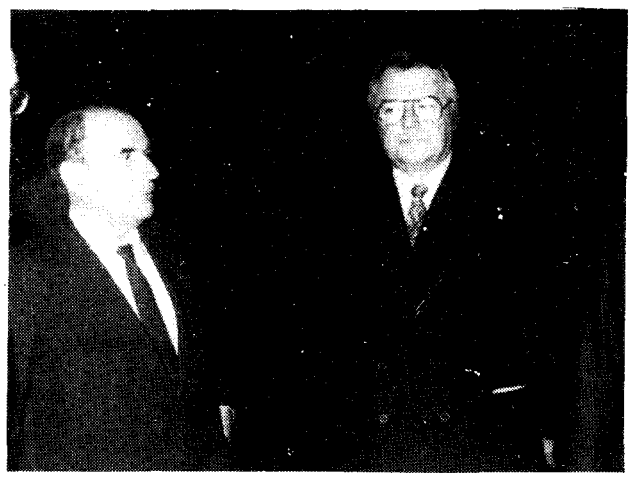
— Comment avez-vous compris les problèmes de représentation qui se sont posés ?

— Je ne comprenais pas la nécessité des clivages. Certes, les participants au congrès se sont comptés sur ces problèmes de représentation. Par la suite, je suis devenue favorable à la proportionnelle. Dans un parti socialiste, et particulièrement en France, les courants sont inévitables et d'autant plus souhaitables qu'ils n'ont pas du tout l'intention de se séparer, leur existence préserve la pluralité au sein du parti.

— Quelle a été pour vous la signification de ce congrès ?

— Etait-ce un congrès historique ? C'était difficile à dire, mais j'ai su qu'il venait de se passer quelque chose d'important quand j'ai vu des durs à cuire pleurer, ce qui me paraissait bizarre du haut de ma tribune. C'était important mais je savais qu'il y avait encore un long chemin à parcourir. La signification politique, c'était le choix de François Mitterrand, et ceux qui l'ont soutenu ont gagné ce congrès.

Propos recueillis par Colette PARIS





Pendant les suspensions de séance, la détente.

Ce que la presse en disait alors

***Le Figaro* du 14 juin 1971**
(Pierre Thibon)

« Le Parti socialiste court donc le risque de se révéler difficilement gouvernable, ce qui est évidemment fâcheux pour une formation qui aspire à gouverner l'opinion. En dépit pourtant de ces aspects négatifs, ce congrès a incontestablement été plus vivant que par le passé. Il a vu la participation d'un plus grand nombre de jeunes et il peut marquer le début d'une revivification du courant socialiste. C'est évidemment l'espoir de ceux qui ont travaillé à cette réunification. Cela reste, dans une large mesure, un pari. Mais un pari qui n'est pas obligatoirement perdu d'avance. »

***Le Figaro* du 16 juin 1971**
(Louis-Gabriel Robinet)

« Dans sa hâte d'en finir, de voir la « gauche unie » en position de force — ne serait-ce que pour soutenir unanimement sa candidature à la présidence de la République — M. Mitterrand fait un mauvais calcul.

» Il condamne la gauche à la stérilité. Loin de l'« unir », l'accord de gouvernement avec le PC la divisera encore plus profondément. Qui prendra, en effet, le risque, au sein de la gauche démocratique, de placer les communistes sur la ligne de départ dans la course au pouvoir ? »

***France-Soir* du 15 juin 1971**
(Serge Maffert)

« On devrait donc assister, dans les semaines et les mois qui viennent, à un double phénomène : le renforcement du socialisme non communiste et la réalisation, en tout cas l'amorce, de l'unité de toute la gauche, unité qui devrait se concrétiser aux élections législatives de 1973. (...) Quant à l'opinion, en général, elle se trouvera pour la première fois en face d'un choix clair : d'un côté la famille socialiste, avec ses nuances, ses différences et ses problèmes ; de l'autre, la famille « libérale » avec, également, ses nuances et ses courants divers. »

***La Nation* du 14 juin 1971**

« Il faut le reconnaître, un congrès pareil mérite que l'on salue le comique involontaire qui s'en dégage et dont nous ne nous réjouirons pas. »

***L'Aurore* du 15 juin 1971**
(André Guérin)

« Comment imaginer une seconde que devant M. Marchais et ses délégués en bois il fasse mieux que son prédécesseur, M. Savary ?

Bonne chance, quand il se présentera comme le porte-parole d'un comité directeur aussi hétéroclite et aussi contradictoire, et d'une coalition aussi fragile.

Mais alors ?

Mais alors, bien sûr, avec les communistes, on retournera à la parlote.

L'éternelle parlote, de routine, et qui ne trompe personne. Que peut-on espérer d'un « bout de chemin » avec les communistes ?

Une parlote peut-être plus serrée, la proclamation de l'unité socialiste, même précaire, pouvant signifier autour de M. Mitterrand une certaine attraction. Plus serrée, mais non moins vaine, et tous les interlocuteurs le savent.

A moins que d'ici à 1973 des faits nouveaux ne surviennent pour bouleverser en France et ailleurs les données du jeu politique.

Seulement, le congrès d'Epinay n'y aura été pour rien. Ce congrès dont on n'a pas fini de se demander ce qu'il a signifié au juste.

***L'Humanité* du 14 juin 1971**
(René Andrieu)

« On ne saurait dire que le congrès de l'unité des socialistes ait donné un exemple exaltant de clarification politique. Il a été marqué, hélas, par une immense confusion, et aussi par des manœuvres dont on espérait qu'elles appartenaient à un passé révolu. (...) Sans doute la motion Mitterrand ne ferme-t-elle pas la porte à la poursuite des négociations avec notre parti. Mais dans la situation créée par le vote d'hier soir, il serait prématuré de prévoir les décisions que prendront les nouveaux dirigeants du parti, aussi bien en ce qui concerne le choix des hommes que l'orientation politique... »

***Combat* du 17 juin 1971**

« L'élection de M. Mitterrand au secrétariat général du Parti socialiste est venue hier soir couronner l'irrésistible ascension du député de la Nièvre au sein de la gauche non communiste. Elle s'inscrit dans la logique des choses : M. Mitterrand avait « fait » le congrès d'Epinay, il avait achevé de le retourner, il s'en était rallié la majorité. Il est donc conforme à l'arithmétique politique qu'il prenne la tête du Parti socialiste.

C'est là un événement important de la vie politique française, c'est un épisode majeur de l'histoire de la gauche. L'arrivée de M. Mitterrand à la Cité Malesherbes tourne une page assez peu glorieuse en vérité de cette histoire. Le tempérament de M. Mitterrand, son ambition, et la crédibilité de cette ambition laissent augurer des perspectives favorables pour la gauche. (...) Toute une jeunesse hostile à l'aventure gauchiste et nostalgique d'un socialisme réaliste peut se reconnaître, et très vite, dans l'image que lui présentera François Mitterrand. Le pouvoir n'est pas encore à la portée de la gauche, mais il perd pour elle le caractère utopique qu'il avait. »

***Le Monde* du 15 juin 1971**
(Raymond Barillon)

« Beaucoup de détermination encore, un peu de patience aussi, et peut-être la gauche non communiste de ce pays retrouvera-t-elle le goût d'espérer, la volonté d'entreprendre, la gaieté et la joie que M. Robert Buron, le « démissionnaire », exaltait dimanche matin à la tribune du congrès.

Machine-outil : des mesures urgentes

La société Berthiez, du groupe SNECMA (moteurs d'avions), spécialisée dans la fabrication de rectifieuses et de tours verticaux à commande numérique, a annoncé le 5 juin son intention de licencier 149 de ses 440 salariés en raison de commandes insuffisantes.

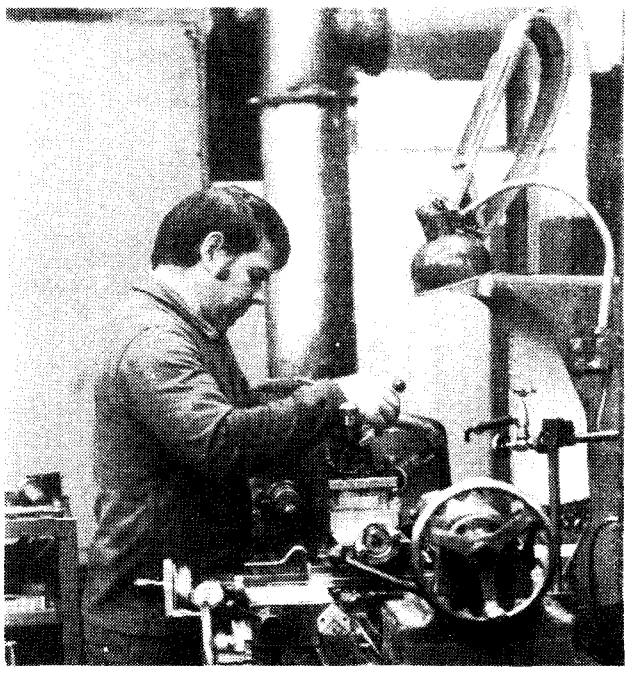
Le 21 mai, le tribunal de commerce de Péronne (Somme) devait se prononcer sur l'éventualité d'une mise en règlement judiciaire ou en liquidation de biens pour la société Liné, première entreprise française privée de machines-outils (2 200 personnes). Le tribunal a renvoyé l'affaire au 7 juillet, en demandant que, d'ici là, une solution industrielle soit trouvée dans le cadre d'une restructuration du secteur.

Parmi les dossiers des secteurs en difficulté que Pierre Joxe, ministre de l'Industrie, a trouvé en arrivant rue de Grenelle, celui de la machine-outil est un des plus brûlants... et l'un des plus difficiles à résoudre.

Les difficultés du secteur tiennent en quelques mots : entreprises morcelées et manquant de ressources propres, cycles de production longs et quelquefois mal contrôlés, compétitivité déficiente face à celle des Allemands et des Japonais, aide insuffisante à la recherche.

De 1974 à 1980, le secteur a perdu un tiers de son potentiel de production et de ses effectifs.

Renault-Machines-Outils (RMO) ayant manifesté peu d'enthousiasme pour devenir le chef de file du secteur, il semble que l'on s'oriente vers une structure fédérative, sous contrôle public, où se retrouveraient les principales entreprises ayant des intérêts dans la machine-outil (Renault, SNECMA, Dassault, Ernault-Somua, de l'ex-groupe Empain-Schneider, Liné, etc.). Reste à mobiliser immédiatement 200 millions pour sauver Liné et 500 millions pour tout le secteur, à répartir selon un plan qui pourrait être quinquennal.



Proposer la mise en place de services communs aux entreprises pour la commercialisation. (Photo Rudman)

LES termes les plus catastrophiques ont été employés pour dépeindre l'état de santé du secteur machine-outil : faillite, agonie... Il est vrai que la situation de ce secteur n'est guère reluisante. De 1974 à 1980, les effectifs sont passés de 27 000 à 18 000. Ces derniers mois, le rythme des licenciements s'est encore accéléré. Et les dossiers à résoudre d'urgence ne cessent de s'accumuler. Ils ont pour nom Supemec, Ernault-Somua, Liné... sans oublier Vernier, l'entreprise niçoise qui, après avoir décroché la plus grosse part d'un marché de 13 000 machines-outils MU 200 destinées à la formation des élèves de 3e et 4e année des lycées et collèges techniques de France, décidait de sous-traiter ce marché à Taiwan. Offusqué, le personnel décidait de « séquestrer » le prototype.

Si le secteur de la machine-outil traverse de grandes difficultés, il pourtant un rôle important à jouer dans le développement industriel du pays. En effet, la machine-outil est la machine mère, celle qui permet de produire les autres machines qui fabriqueront elles-mêmes les voitures, les avions, l'armement, les articles ménagers... Bref c'est un secteur clé de l'économie, l'élément indispensable à l'indépendance du pays.

La machine-outil devant elle un marché national important : 70 % du parc de machines-outils en France a plus de dix ans. Il serait temps de le renouveler. Mais, depuis cinq ans, les investissements dans ce secteur ont beaucoup chuté. La machine-outil n'intéresse guère les industriels, qui ne peuvent en tirer un profit immédiat. C'est un secteur qui requiert un personnel qualifié et qui a un cycle de rotation du capital lent. Donc, un secteur qui n'est pas « rentable ». Résultats : la balance commerciale s'est fortement dégradée en 1980. Les importations représentent 59 % de la consommation intérieure.

Sauveur d'entreprises

En 1976, le plan d'Ornano avait fixé un objectif de production de 130 000 tonnes pour 1980. La production a tout juste atteint 75 000 tonnes, contre 100 000 tonnes en 1974. Et, si la France n'a pas à rougir de son secteur machine-outil, qui est tout à fait capable de réaliser des produits sophistiqués, elle souffre par contre d'une carence en matière de machines-outils à commandes numériques (MOCN).

Le financement est aussi un des problème numéro un des entreprises de machines-outils. En fait, seules les entreprises épaulées par les grands groupes industriels peuvent surnager. C'est le cas de Renault Machine-Outil (RMO), qui réalise 70 à 80 % de son chiffre d'affaires dans l'industrie automobile et qui trouve un débouché naturel au sein du groupe. C'est également le cas de Berthiez, filiale de la SNECMA.

Les autres, les PME (on en compte près de cent soixante-dix en France), ont beaucoup de mal à survivre. Elles n'ont pas les reins suffisamment solides pour se payer des services commerciaux, pour faire connaître leurs produits sur le marché international. Et « *beaucoup fabriquent presque les mêmes produits dans des secteurs où la concurrence est rude : presses, cisailles, tours, fraiseuses. La machine-outil a besoin d'une politique de coordination et non pas d'affrontement* », explique la CFDT.

Peu à peu, les entreprises en difficulté se tournent vers les pouvoirs publics et les entreprises nationales. C'est le cas de Liné.

Au fil des ans, cette entreprise familiale s'est acquis une réputation de « sauveur d'entreprises », rachetant, avec l'aide de l'Etat, des entreprises en faillite. De 1974 à 1978, ses effectifs sont passés de 200 à 2 200 tandis que son chiffre d'affaires bondissait de 30 millions de francs à 550 millions de francs. Jusqu'au jour où les banques, s'inquiétant du manque de capitaux propres se sont retirées. Aujourd'hui, Liné recherche 300 millions de francs pour consolider son bilan.

Les pouvoirs publics ont bien essayé d'effectuer un montage avec Renault-Machine-Outil et d'autres entreprises nationales, mais RMO n'était vraiment pas enthousiasmé à l'idée de jouer les bons samaritains du secteur : « *RMO peut apparaître en meilleure santé que d'autres entreprises de machine-outil, cependant les résultats ne sont pas excellents. Cette activité industrielle ne permet pas de dégager une marge suffisante pour permettre un autofinancement. Nous avons déjà nos propres difficultés, nous ne pouvons pas nous permettre de rattraper toutes les petites entreprises en faillite. Nous-mêmes, nous aurions pu lâcher certaines activités peu rentables. Mais nous avons fait notre devoir* », déclarait, aux lendemains de l'élection, Claude Billaud, directeur de RMO.

Alors, quelle solution ? « *La machine-outil a besoin d'argent, mais il ne faut pas que ce soit à fonds perdus,* poursuit Claude Billaud. *Il faut qu'un contrôle soit fait à bon escient. Mais qui s'en chargera. Les pouvoirs publics ? les grandes entreprises ?* » La question devrait être tranchée rapidement. D'autant plus que les syndicats ont demandé que les licenciements prévus soient gelés jusqu'aux négociations sur le secteur.

Les machines japonaises

Pour l'heure, chacun des partenaires prépare ses dossiers. Le syndicat patronal des constructeurs de machines-outils reprendra les souhaits qu'il avait déjà émis en novembre 1980, à savoir : la mise en place d'une politique sectorielle fondée sur l'orientation des grands groupes vers des investissements dans le secteur ; la réglementation des importations de certaines machines japonaises et de leurs conditions de vente (les Japonais sont particulièrement offensifs dans deux domaines : les centres d'usinage et les machines à commandes numériques) ; le désencadrement du crédit export pour les machines-outils, la solidarité nationale face aux importations excessives.

La Fédération générale de la métallurgie (FGM-CFDT) proposera la mise en place de services communs aux entreprises pour la fabrication des machines-outils et pour leur commerialisation. Ainsi que le développement d'une politique de recherche et d'adaptation des nouveaux produits. « *Il faut aider les secteurs de pointe comme la machine-outil à commandes numériques, les ateliers flexibles, la robotique, mais il faut faire attention à ce que ce ne soit pas la mort du reste* », déclare Jean Limonet.

De son côté, la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FTM-CGT) demandera la création d'un organisme national de coordination des constructeurs de machines-outils, qui aurait un rôle de commercialisation mais aussi de coordination des créneaux de production. Cet organisme pourrait être le relais des prêts financiers nécessaires aux entreprises. Selon Bernard Menuet, les entreprises nationalisées devraient jouer un rôle moteur dans la restructuration de ce secteur, notamment Renault avec RMO, et SNECMA avec sa filiale Berthiez.

Mieux encore, la FTM-CGT demande la création d'un grand secteur industriel qui comprendrait la machine-outil, et les industries mécaniques et électroniques. Ce qui permettrait de miser à fond sur la commande numérique et la robotique. D'ores et déjà, les positions de la CGT-Métallurgie sont claires.

Les propositions du PS

L'avenir de la machine-outil, estime-t-on au Parti socialiste, réside dans une impulsion donnée aux secteurs des machines-outils à commandes numériques, des ateliers flexibles et de la robotique.

— En ce qui concerne la MOCN, le PS envisage de créer une industrie française de la commande numérique et d'établir un pôle autour de grandes entreprises nationalisées.

— Parallèlement, il envisage de convertir une partie du personnel, de la machine-outil classique à l'adaptation de la commande numérique à la machine-outil classique. Ce personnel, ainsi formé constituerait une sorte de service d'assistance aux PME désireuses de se moderniser.

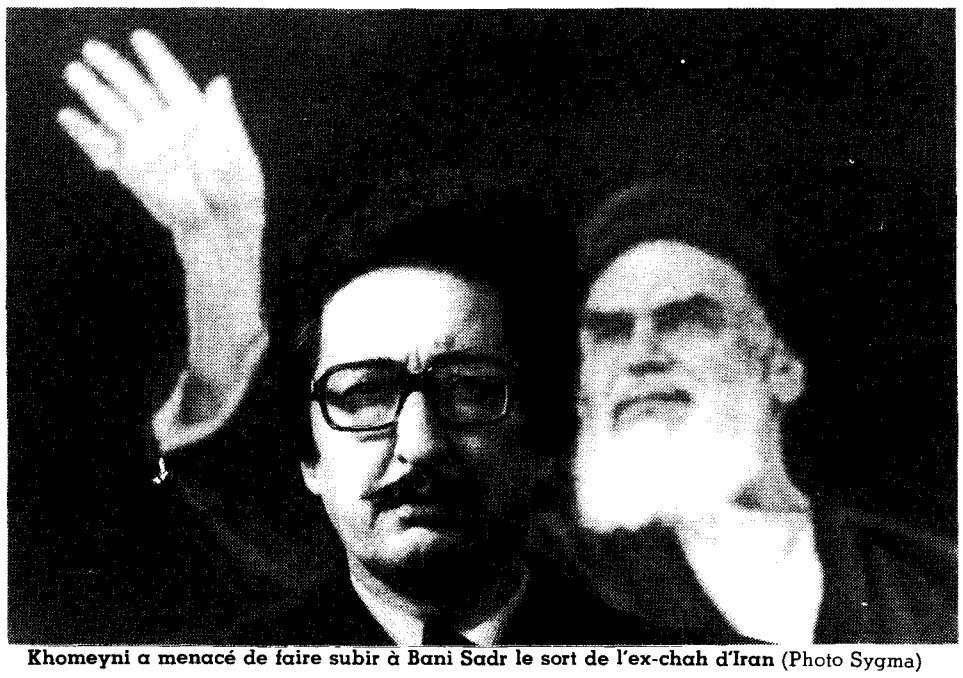
— Pour la robotique : le PS entend développer ce secteur et le rendre compétitif. Cette politique va de pair avec la réduction du temps de travail. Cependant, le PS entend être vigilant sur les conséquences d'une robotique trop développée sur l'emploi.

Ainsi, l'usage de la robotique sera lié à la réforme des cotisations sociales. Celles-ci ne seront plus calculées sur le nombre de salariés, mais sur la valeur ajoutée. Cette mesure devrait freiner la tentation de créer des usines sans travailleurs.

— De façon plus générale, le PS envisage de mettre sur pied une structure nationale pour diffuser l'innovation, faciliter l'accès au crédit et stimuler l'exportation.



Les entreprises nationalisées devraient jouer un rôle moteur dans la restructuration



Khomeyni a menacé de faire subir à Bani Sadr le sort de l'ex-chah d'Iran (Photo Sygma)

Khomeyni menace Bani Sadr

Violents heurts à Téhéran

La crise politique s'est subitement aggravée en Iran. Mercredi soir l'ayatollah Komeyni a destitué le président Bani Sadr de son poste de commandant des forces armées. Le démettra-t-il également de ses fonctions à la tête de l'Etat?

LE président de la république iranienne, Abdolhassah Bani Sadr, effectue depuis plusieurs jours une tournée en province, notamment sur le front irakien. Cependant, à Téhéran, son journal a été fermé. L'ayatollah Khomeyni a menacé — sans le nommer — de lui faire subir le sort de l'ex-chah, et le Parlement a fortement limité son droit de regard sur les lois qu'il adopte.

Les députés ont, en effet, voté une loi obligeant le chef de l'Etat à entériner dans les cinq jours toute décision du Parlement.

A Kermanchahr, Bani Sadr s'est entretenu avec les principaux chefs militaires sur le front.

De nombreux blessés ont été comptés mardi après-midi, à Téhéran, à l'issue des manifestations pour la liberté d'expression, réprimées par des Hezbollahi se réclamant de l'ayatollah Khomeyni.

Après l'interdiction, lundi, du journal *Révolution islamique*, du président Bani Sadr, une manifestation avait été appelée en sa faveur, pour protester contre cette atteinte à la liberté de la presse, prononcée par le procureur de la révolution, soutenue par le premier ministre, Ali Radjai, et par l'ayatollah Khomeyni. Des dizaines de milliers de Modjahedines du peuple ont répondu à l'appel à se rassembler devant le siège du journal.

Avant d'y arriver, leur cortège a été lapidé par les Hezbollahis, qui portaient des portraits de l'ayatollah Khomeyni et du premier ministre Radjai. « *Ce mois-ci est le mois du sang. Bani Sadr sera renversé* », criaient les Hezbollahis, qui, selon les Modjahedines, ne sont que des hommes de main appointés par le Parti de la République islamique.

Mise en garde

Parmi les personnalités qui étaient mardi aux côtés des Modjahedines, il y avait l'ayatollah Allameh Nouri, qui fut, le 8 septembre 1978, l'un des principaux organisateurs de l'énorme manifestation contre le chah, réprimée par le massacre du vendredi noir.

Mardi matin, dans la capitale iranienne, le commandant de la gendarmerie avait annoncé que les fauteurs de trouble seraient « *sévèrement réprimés* ».

Forlani renonce à former le gouvernement italien

Après l'échec de la démocratie chrétienne, le chef de l'Etat s'adresse au Parti républicain

LA présidence de la République italienne a confirmé, mercredi soir, l'échec des tentatives d'Arnaldo Forlani, président du Conseil démissionnaire, pressenti pour former un nouveau gouvernement.

Parallèlement, le président de la République, Sandro Pertini, a convoqué, jeudi matin au Quirinal, le secrétaire général du Parti républicain, Giovanni Spadolini.

Le communiqué de la présidence de la République indique que « *Arnaldo Forlani a fait connaître au président de la République les difficultés rencontrées au cours de ses tentatives pour former un nouveau gouvernement. Après avoir remercié le président de la République pour la confiance qu'il lui avait montrée, Arnaldo Forlani a renoncé à l'investiture qui lui avait été donnée.* »

L'échec des tentatives d'Arnaldo Forlani pour former un nouveau gouvernement, était généralement attendu en raison des réponses évasives que lui avaient données ses éventuels partenaires des partis laïcs au cours de ces derniers jours, estiment généralement les observateurs à Rome.

En revanche, l'investiture qui sera probablement donnée par le président de la République, Sandro Pertini, au leader du Parti républicain, Giovanni Spadolini — qui a été convoqué jeudi matin — constitue davantage une surprise. Ce sera, en effet, la deuxième fois, seulement en trente-cinq ans de République italienne qu'une personnalité extérieure à la Démocratie chrétienne est chargée de former une coalition gouvernementale. En 1979, le socialiste Bettino Craxi avait été investi également, mais n'avait pu réussir à former un gouvernement.

Avec le renoncement de Forlani s'achève une première phase de la crise déclenchée le 26 mai dernier, avec la démission du gouvernement de coalition quadripartite à direction démocratie-chrétienne du même Forlani, à la suite du scandale de la loge maçonnique secrète « P2 ».

La fermeté des socialistes

Quanrante-huit heures plus tard, Arnaldo Forlani etait à nouveau pressenti par le chef de l'Etat. Mais il commençait ses consultations dans un climat empoisonné par le scandale dans lequel trois ministres etaient impliqués, et rencontrait l'extrême réserve, pour ne pas dire plus, de ses anciens alliés socialistes au sein de la coalition gouvernementale.

Tout au long de cette première crise, les socialistes de Bettino Craxi ont refusé, officiellement pour eux-mêmes, la direction du gouvernement, mais se sont déclarés insatisfaits des propositions démocrates-chétiennes.

Mardi, Arnaldo Forlani a rencontré une dernière fois une délégation socialiste qui l'a sommé d'agir « fermement » dans l'affaire de la loge « P2 ». Le Parti socialiste, sans le soutien duquel la formation d'un gouvernement Forlani était impossible, semble en fait decidé a attendre les résultats des élections administratives et municipales du 21 juin, qui auront dans le contexte actuel valeur de test politique national.

Il n'est cependant pas exclu que Giovanni Spadolini, s'il est effectivement investi, réussisse à former un gouvernement de transition, étant donné le rôle charnière de la petite formation politique qu'il dirige.



Angleterre: feu vert pour les euromissiles

Le premier site des euromissiles dont le déploiement a été recommandé par l'OTAN, en décembre 1979, est en cours d'installation dans le sud de la Grande-Bretagne.

LA Grande-Bretagne a déjà entrepris les travaux d'installation sur son territoire des fusées à moyenne portée qui doivent faire le pendant aux missiles SS-20 soviétiques, conformément à la décision de l'OTAN qui suscite actuellement de vives controverses dans d'autres pays de l'Alliance, notamment la RFA et les Pays-Bas.

Réticences

Ainsi, le gouvernement conservateur britannique est sans doute aujourd'hui un des seuls en Europe occidentale à disposer d'une majorité qui ne conteste aucunement la nécessité de moderniser l'arsenal nucléaire européen.

L'implantation des euromissiles est au centre du débat politique aux Pays-Bas, où des élections générales ont eu lieu récemment, et en RFA, où le chancelier Helmut Schmidt affronte sur ce sujet une partie de sa majorité. Alors que des réticences peuvent également être relevées en Belgique, la Grande-Bretagne est, avec l'Italie, un des cinq pays concernés par la décision de l'OTAN à être particulièrement ferme sur cette question.

Les pays de l'OTAN avaient décidé, en décembre 1979, d'entreposer une série de nouveaux missiles en Europe de l'Ouest, pour contrecarrer le déploiement des fusées SS-20 soviétiques, et d'ouvrir simultanément des négociations avec l'URSS sur la question des armes nucléaires installées en Europe.

La Grande-Bretagne doit accueillir sur son territoire cent soixante missiles de croisière américains *Cruise*, la RFA quatre-vingt-seize *Cruise* et cent huit fusées *Pershing*, l'Italie cent douze *Cruise*, la Belgique et les Pays-Bas quarante-huit chacun.

Deux bases

Des travaux sont en cours à la base de Greenham Common (sud de l'Angleterre) pour accueillir d'ici à 1983 le premier quota de *Cruise*. Un deuxième quota sera entreposé plus tard dans une seconde base, à Molesworth (au nord de Londres).

La Grande-Bretagne a déjà fait savoir qu'elle était favorable à la reprise des négociations soviéto-américaines de Genève sur les armes euro-stratégiques. Mais étant, à ce sujet, à l'abri de critique de la part de la majorité conservatrice, le gouvernement britannique n'attache pas la même importance que le chancelier Schmidt à la réouverture rapide de ces négociations.

Toutefois, relèvent les observateurs, la Grande-Bretagne n'est pas définitivement à l'abri de remous politiques : lors de son dernier congrès, le Parti travailliste a décidé de s'opposer au stationnement des *Cruise*, en Grande-Bretagne, et de remettre en question la décision de l'OTAN s'il revenait au pouvoir.

Simone Iff, de manifs en ministère...

Simone Iff, chargée de mission auprès d' Yvette Roudy, raconte son itinéraire

Présidente du Planning familial jusqu'en 1978, Simone Iff vient d'être nommée chargée de mission auprès d'Yvette Roudy, ministre des Droits des femmes. Depuis vingt ans, cette militante a participé à toutes les luttes visant à libéraliser la contraception puis l'avortement.

MÈRE de famille de cinq enfants, déjà grand-mère, Simone Iff, à cinquante-six ans, a un long passé de militante. De 1950 à 1964, elle dirigeait avec son mari, à Belleville, un foyer de semi-liberté pour adolescents délinquants.

Dès qu'il y a eu ouverture des centres au public, elle a milité au Planning. « *Ce travail a orienté ma vie* », explique-t-elle. Sa faconde, son accent trahissent la méridionale : Simone Iff est née à Sète. « *La rencontre de l'avortement légal en Suisse dans les années 1956-1957 a été un choc. A partir du moment où j'ai vu que des femmes pouvaient être accueillies dans un bon climat médical et psychologique à cinq heures de train de Paris, je n'ai cessé de lutter pour qu'on obtienne les mêmes droits en France.* »

En 1967, la contraception étant enfin légalisée (« *Au Planning on préférait dire qu'elle n'était plus interdite, en fait il n'y avait aucun crédit, aucun décret* »), la légalisation de l'avortement devient le cheval de bataille du Mouvement français pour le planning familial (MFPF). 1968, intermède : Simone Iff part avec son mari en Amérique latine : il est chef de mission du Bureau international du travail (BIT). Tous deux reviennent plus tôt que prévu : « *On a donné notre démission quand on a pris conscience que le projet de formation professionnelle du BIT se heurtait à l'impérialisme américain.* » Persuadée en outre que « *la Colombie était à Aubervilliers* », elle rentre gonflée à bloc « *Il y avait un certain nombre de luttes à mener.* »

En écoutant les femmes dans les centres d'accueil, Simone Iff et les autres conseillères découvrent « *leur oppression* ». Le Planning s'oriente du coup « *résolument vers le féminisme* » : « *La contraception et l'avortement n'étaient que des moyens indispensables pour permettre aux femmes de se poser les problèmes, et non un but en soi.* » Il faut dénoncer les inégalités sociales, les injustices criantes.

« *On ne mendie pas un juste droit, on se bat pour lui.* » Ce slogan est devenu le sien, après une prise de conscience « brutale », apparue lors de la marche internationale des femmes de novembre 1971 : « *On ne nous avait pas écoutées tant qu'on avait fait des rapports. Là, tout changeait parce qu'on descendait dans la rue.* »

Présidente du MFPF de 1973 à 1978, membre du bureau jusqu'en 1980, Simone Iff est ravie des responsabilités qui lui incombent : « *Je connaissais bien la situation globale de l'IVG, de la contraception, le jeu de la voie réglementaire. Il fallait que je mette cette expérience au service d'un gouvernement de gauche. J'ai assez travaillé dans des commissions ministérielles pour savoir qu'une décision politique non assortie d'un choix budgétaire reste inappliquée.* » Au tout nouveau ministère des Droits des femmes, il y aura beaucoup à faire : « *Le ministère de la Condition féminine n'a été qu'une espèce de gadget.* » Il ne disposait pas de crédits, c'est dire l'importance qu'on lui accordait... « *Il y avait en tout et pour tout trois machines à écrire et aucune photocopieuse* » ; aujourd'hui, il n'y a plus rien : les fichiers ont disparu, emportés par la précédente équipe — « *Cela ne leur appartenait pourtant pas en leur nom propre, c'était la propriété de l'Etat.* » Les dossiers ont même été brûlés. Sauf quelques-uns sauvés, par la documentaliste qui ne voulait pas voir son travail partir en fumée...

Carine LENFANT



25 ans de luttes

LES origines du planning remontent à 1955, date à laquelle une gynécologue, le docteur Weill-Hallé (dont le rapport sur « la maternité volontaire » *à l'académie des Sciences morales et politiques a fait grand bruit en 1955) décide de fonder l'association «Maternité heureuse. Son but : répandre la contraception en France et faire modifier la loi de 1920 qui l'interdit. L'objectif est alors strictement limité à l'enfant désiré et à la lutte contre l'avortement clandestin.*

1958 : Maternité heureuse change de nom. Le Mouvement français pour le planning familial (MFPF7 est né.

1961 : les premiers centres d'accueil s'ouvrent à la population dans une illégalité qui durera... six ans. En apprenant à écouter les femmes qui les consultent, les « hôtesses » mesurent le poids de l'ignorance et du silence sur les comportements sexuels des hommes et des femmes, étudiés jusque là presque uniquement sous une forme pathologique.

1967 : la scission. La contraception étant en instance de légalisation [illegible] le docteur Neuwirth va être enfin [illegible] — le docteur Weill-Halle quitte la présidence du MFPF, estimant que la mission de ce dernier est accomplie.

1968-1973 : deux qui refusent de concevoir le MFPF comme une structure de service social font savoir que la contraception ne doit pas rester un privilège de classe, mais doit être utilisée comme moyen de libération sexuelle, et, au-delà, de libération sociale.



1971 : le MFPF est agréé comme mouvement d'éducation populaire, mais ne reçoit aucun crédit.

1973 : les positions se radicalisent ; le MFPF décide de pratiquer illégalement des interruptions volontaires de grossesse afin de créer un état de fait face à l'inertie persistante. Simone Iff, qui n'est pas médecin, se retrouve présidente. Cela correspond à la volonté de la base du mouvement qui remet en cause la hiérarchie, les notables et le pouvoir des spécialistes.

1978 : la direction du planning n'est plus assumée par une présidente mais par un bureau.

1981 : aujourd'hui le MFPF est constitué de 90 associations départementales, de 400 centres d'accueil et de 30 centres d'orthogénie avec consultation.

Qui vient au planning ?

Les femmes qui s'adressent au planning viennent surtout se renseigner sur la contraception (36,9 %), et sur l'interruption volontaire de grossesse (30 %).

L'information sur la sexualité (6,4 %), sur les droits juridiques (0,6 %) et l'accès à la bibliothèque (2,1 %) concerne une minorité.

Une enquête menée en 1979 sur 22 centres d'orthogénie permet de révéler que les moins de vingt ans sont les plus nombreuses (21,3 %).

58 % de ces consultations sont liées à la naissance, 25 % à des consultations prénuptiales, 41 % sont liées à la sexualité, 17 % à des conseils génétiques.

Dès le début du mouvement, les militants ont été confrontés à une demande des jeunes, aussi le MFPF a-t-il décidé de lancer des actions dans les établissements scolaires impliquant enseignants et parents.

Très vite à travers cette pratique il est apparu que les jeunes voulaient pouvoir parler des relations filles-garçons, jeunes-adultes et des rôles masculin-féminin au-delà d'informations concrètes sur la contraception.

En 1979, 103 375 jeunes se sont adressés au planning, 36 778 se sont rendus aux permanences, 41 675 à des animations, 24 982 à des consultations de centres d'orthogénie (mises en place à partir de 1974).

* *MFPF, 94, boul. Masséna, 9, villa d'Este 75648 Paris XIIIe. Tél. 584.84.18*

Satisfaction boulevard Masséna

LE Mouvement français du planning familial (MFPF) se félicite de la nomination de son ancienne présidente comme chargée de mission auprès d'Yvette Roudy. Le bureau — composé de quinze membres — espère surtout que le ministère des Droits des femmes « *aura un budget plus élevé que celui de la Condition féminine* ».

Mouvement d'éducation populaire *(voir encadré)*, le planning se battra encore et toujours pour ses idées. Sa seule crainte « *l'attitude du nouveau gouvernement face aux associations* ». Boulevard Masséna, on refuse d'être « *une courroie de transmission* » : « *nous n'avons pas à gérer l'IVG* » affirme-t-on bien haut.

Lors du congrès de la DAP (dépense des associations de progrès) de janvier 1981, les positionsd ont été clarifiées « *les associations ne doivent pas se substituer à l'Etat en prenant en charge ce qui doit être fait par lui. Elles doivent être un catalyseur qui permet de révéler les besoins d'une population* ».

Le MFPF travaille avec les syndicats et de nombreuses associations — la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), la Confédération syndicale des familles (CSF), le Comité national des associations familiales laïques (CNAFAL).

Le MFPF travaille en liaison avec les syndicats? et d'autres associations : Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), Confédération syndicale des familles (CSF) et Confédération syndicale des familles (CNAFAL) qui « *restent, par rapport aux partis politiques, nos partenaires privilégiés* ».

La première des priorités leur semble le droit des femmes à l'information : « *Il faudrait qu'on trouve dans tous les lieux publics, écoles, mairies, centres de Sécurité sociale, MJC, bibliothèques municipales, l'adresse des centres de planification, avec leurs heures d'ouverture* ».

Ces adresses sont, conformément à la loi Neuwirth réservées actuellement aux seules pharmacies, aux infirmières scolaires, aux mairies et aux DDASS.

Au Planning, on espère voir enfin à la télévision et à la radio des flashes sur la contraception — « *le service public jouerait alors vraiment son rôle auprès du public* » — et l'on souhaite aussi voir abolir toutes les mesures répressives en matière de sexualité.

Un geste qu'on apprécierait boulevard Masséna : « *L'amnistie de tous ceux qui ont été condamnés pour avoir pratiqué illégalement des IVG* ».

C.L.

Par Emmanuel CHRISTOPHE

VOL EN DOUCEUR

La montgolfière représente la voie douce de la conquête de l'air

ON compte actuellement 30 clubs d'aérostation en France et l'on dénombre plus de 150 montgolfières dans le ciel de l'hexagone. Une fédération française de l'aérostation a été créée en 1977 pour organiser le renouveau du vol en ballon libre. Il n'y avait en effet que quatre montgolfières en 1971...

En revanche, les choses avaient repris beaucoup plus tôt et devaient aller beaucoup plus vite outre-Atlantique.

En 1960, un certain Ed Yost qui travaillait au Pentagone avait sorti d'un tiroir un projet de ballon individuel et dirigeable à l'usage des pilotes américains abattus dans le ciel du Viêt-nam et l'avait civilisé. Il fait aujourd'hui figure, parmi les 3 000 aérostiers américains, de second père du ballon libre. En 1973, les Américains organisaient les premiers championnats du monde de montgolfières et de ballons à gaz. En septembre prochain, une concentration mondiale devrait réunir dans le Nouveau-Mexique plus de mille ballons.

Les plus gros dépasseront les 20 mètres de diamètre, pour une contenance de plus de 2 000 mètres cubes d'air chaud.

Un ballon neuf avec sa nacelle coûte environ 60 000 francs et l'on peut trouver de bonnes occasions à 25 000 francs. Une heure de ballon à air chaud coûte 100 francs : il suffit en effet, sur ce type d'aéronef, de chauffer l'air sous enveloppe à l'aide d'un brûleur circulaire alimenté au butane ou au propane. La cartouche de gaz qui autorise une autonomie de 45 minutes coûte 75 francs.

L'utilisation de ballon à gaz est plus onéreuse. Il faut gonfler le ballon à l'hélium ou à l'hydrogène avant chaque départ et le voyage revient alors, pour un ballon de taille moyenne, à 3 000 francs.

Un des gros problèmes reste cependant celui de la sécurité des aéronautes. La mode du ballon a déjà fait ses victimes. A Commentry, dans l'Allier, un jeune homme, le 19 mai dernier, a trouvé la mort et deux autres ont été grièvement blessés : ils avaient dû sauter de leur montgolfière, qui avait pris feu après avoir heurté une ligne à haute tension. En septembre dernier, trois aérostiers suisses ont péri dans la chute de leur nacelle qui s'était détachée de leur ballon.

Le ministère des Transports a, dès 1973, pris au sérieux l'engouement pour le vol en ballon. Il a publié un arrêté réglementant l'obtention d'un véritable brevet de pilote. Deux heures de vol d'instruction avec un moniteur, deux heures de vol en solitaire et une ascension à 1 800 m sont exigées pour être aérostier ; des notions de météorologie, d'aérologie et de réglementation aérienne sont également demandées.

Le meilleur atout du ballon reste d'être parfaitement dans l'« air du temps ». Les montgolfières sont arrivées au bon moment, expliquent tous les aérostiers, elles ont été une réplique à la crise du pétrole, un moyen d'évasion propre et silencieux, *« elles permettent une conquête de l'air par la voie douce »*, conclut Martine Fougeron, la pétillante secrétaire de la FFA. Elles sont écologiques, et les ballons répondent si bien aux besoins d'un certain public qu'un jeune Californien est en train de faire fortune en organisant des séjours touristiques en Bourgogne et en Touraine où le sempiternel car Pullman est remplacé par quatre montgolfières. Il embarque ainsi une vingtaine d'Américains chaque été qui paient 15 000 francs pour se promener de château en château au gré des vents avec, à chaque étape, un splendide buffet arrosé au champagne qu'un chef à toque leur sert sur l'herbe...



BATAILLE DE DIRIGEABLES

Américains et Soviétiques utilisent des aérostats à des fins militaires...

LES dirigeables peuvent relayer efficacement l'hélicoptère et l'avion, affirment de nombreux scientifiques. Des projets audacieux fleurissent, même dans plusieurs des pays les plus puissants du monde. l'URSS, notamment, y pense de plus en plus, en vue de contribuer utilement à la mise en valeur de régions insuffisamment développées parce que difficiles d'accès, comme la Sibérie et l'Extrême-Orient soviétique.

André Trofimtchouk, académicien soviétique, croit fermement à l'opportunité de s'équiper de dirigeables. Il faut dire qu'en Sibérie, où les routes et les chemins de fer font souvent défaut, la vie aérienne est de loin la plus utilisée pour transporter le matériel de forage nécessaire à la prospection de nouveaux gisements. Pour ce genre d'opération, le dirigeable, selon André Trofimtchouk, pourra remplacer avantageusement l'hélicoptère, trop gourmand en combustible et au rayon d'action limité. Au-delà de cent kilomètres, explique l'académicien, un hélicoptère transporte plus de carburant que de matériel.

A Outa dans l'Oural, des ingénieurs, par ailleurs, affirment avoir démontré que le dirigeable est trois fois plus efficace que l'avion, et quinze fois plus que l'hélicoptère. Leur preuve : un dirigeable de trente mètres de long, équipé de trois moteurs électriques et qui, par câble, reçoit son énergie du sol, un peu à la manière des trolleybus.

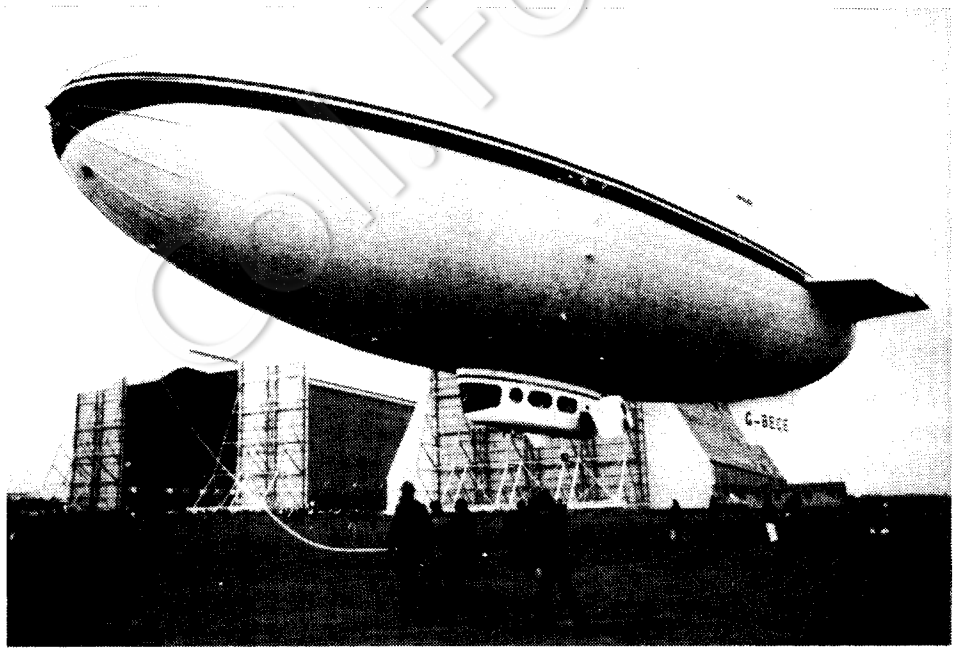
Mais le dirigeable électrique n'est qu'une idée parmi d'autres, les spécialistes soviétiques s'efforcent de trouver d'autres variantes.

Les catastrophes survenues avec les zeppelins dans les années 30 restent en mémoire. Pour éviter de nouveaux désastres, la première tâche consiste à découvrir un combustible fiable. L'hydrogène et le gaz, trop inflammables, sont écartés. Reste l'hélium, mais il est trop cher pour permettre la construction des dirigeables à grand échelle... Les études continuent.

La forme des dirigeables reste à améliorer aussi. Au traditionnel « cigare », certains spécialistes préfèrent le « disque », proche de la soucoupe volante, ou l'« aile », parfaitement aérodynamique. On envisage aussi la construction d'un dirigeable vertical susceptible de transporter des charges dans les régions montagneuses.

De jeunes architectes ont même conçu « sur le papier » une ville des dirigeables. Cette ville posséderait la particularité de ne compter aucun bâtiment en dur, pouvant ainsi être modifiée à loisir. Par ailleurs, elle pourrait être portée à peu de frais dans une autre région en cas de nécessité.

Cependant, aucun responsable de l'aéronautique ou de l'économie soviétique ne s'est prononcé sur l'opportunité de mettre au point ces engins. Pourtant, les Occidentaux s'intéressent aussi aux dirigeables, et les Américains, en particulier, utilisent des aérostats à des fins militaires, pour la surveillance des sous-marins atomiques, ou pour le transport d'avions de reconnaissance, pour accroître leur rayon d'action...



CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE
POUR LA DOCUMENTATION ET L'INFORMATION

microfilm

En atelier ou a domicile

**AVEC NOTRE PERSONNEL
ET NOTRE MATÉRIEL
SANS AUCUN INVESTISSEMENT**

Compacité - sécurité (assurances)
décentralisation
CERDI traite (en 16 mm)
tous formats jusqu'à A3
réduit à 98 % tous documents
administratifs, comptables,
techniques, etc.
Brevet N° 71.17412 - Information
désirée obtenue en un temps inférieur à 1'

*Documentation
et références sur demande :*

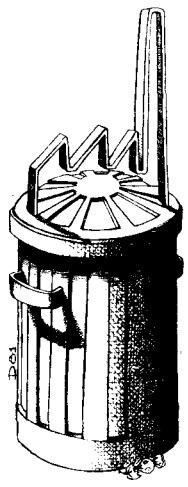
CERDI

Reprographe agréé par la Chambre Syndicale
Nationale des entreprises en reprographie

B.P. 174 - 58003 NEVERS
ou Tél. (86) **61.24.84**

On jette, on récupère, et c'est pas triste

Récupération, recyclage et lutte antigaspillage



L'EPOQUE où le consommateur moyen jetait à tout-va ses déchets et déléguait ses soucis aux bons soins du vide-ordure est révolu. Bien révolu.

La lutte antigaspillage gagne du terrain en France, gère les poubelles des concitoyens, dénigre l'abjecte société de consommation, écologise le quotidien et les consciences, s'avère être un petit succès riche de perspectives.

Cette politique de valorisation des déchets nous pousse ainsi à récupérer et réutiliser 100 millions de bouteilles de verre, 10 millions de vieux pneus et 2 millions de tonnes de papier, et ce, chaque année. Depuis la crise pétrolière et le fiasco de l'idée de croissance éternelle, le développement des industries de récupération et de recyclage s'est affirmé et étendu.

Des réseaux de collecte de verres usagés ont été mis en place dans 10 000 communes et 21 %, plus d'un cinquième des ordures ménagères, sont traitées pour la production de la chaleur et de l'électricité. La récupération-manie se manifeste également dans l'agriculture. 40 % du sang est repris dans les abattoirs. Dans la Somme, région de pointe, 15 000 tonnes de boues résiduelles des stations d'épuration sont utilisées pour fertiliser les terres, substitution bien pratique et économique à l'imposant arsenal d'engrais.

Quant à l'industrie, 200 000 tonnes, (soit un quart), de solvants, 130 000 tonnes d'huiles et surtout 6 tonnes de ferraille, correspondant à 35 % de la production sont ainsi récupérées chaque année.

La récupération, outre les visées de protection de la nature et la réduction de la facture des importations de matières premières, constitue un secteur d'activités non négligeable avec son millier d'entreprises, employant 50 000 personnes et réalisant un chiffre annuel supérieur à 10 milliards de francs.

Des remèdes pour le sport

Edwige Avice présente ses projets pour l'activité sportive

AU cours d'une conférence de presse donnée mercredi à Paris, Edwige Avice, ministre déléguée à la Jeunesse et aux Sports, a rangé ses préoccupations en trois catégories et donne quelques exemples de dossiers auxquels il convenait, selon elle, d'apporter des réponses urgentes.

La première de ces trois catégories concerne les personnels dépendant de son ministère et dont plus de la moitié, a-t-elle révélé, « *ont un statut précaire. Nous avons le souci d'apporter des remèdes sur ce point* », a-t-elle déclaré.

La deuxième a trait aux équipements sportifs, dont une carte va être établie, avec l'aide des directions générales et départementales, afin de tracer les grandes lignes d'un programme pluriannuel.

Enfin, il s'agira pour Edwige Avice de définir des priorités pour élaborer une politique. A ce sujet, le nouveau ministre s'est défendu de vouloir privilégier la jeunesse au détriment du sport. « *Je ne voudrais pas que vous partiez avec le sentiment qu'il n'y aura pas de politique sportive,* a-t-elle déclaré après avoir affirmé que, *sous quelque angle qu'on regarde le sport, on revient à la jeunesse.* »

Opposition stérile

Au niveau des principes, Edwige Avice s'est contentée d'affirmer que l'opposition entre le sport de masse et le sport d'élite lui paraissait « *stérile* » et que « *le sport de haut niveau retiendrait aussi son attention* ».

Des contacts ont d'ailleurs déjà été pris avec des fédérations, qui seront systématisés à partir du mois de juillet. Au passage, on aura noté que le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) serait consulté au même titre que les fédérations, sans plus, Edwige Avice se proposant d'apporter des « *réponses appropriées après avoir été à l'écoute des besoins* ».

S'agissant des dossiers « *méritant des réponses urgentes* », elle a cité le sport féminin, le sport dans l'entreprise, le sport des handicapés, sans que cette énumération soit limitative. Des mesures ont déjà été prises en faveur de l'Ecole nationale d'équitation (quatre postes attribués), de l'Institut national d'éducation populaire (INEP) de Marly et du CREPS de Reims, dont les dossiers étaient en suspens.

Des commissions d'étude vont être créées, pour l'immédiat, à propos du sport féminin et de la situation des athlètes de haut niveau, cependant que sera déposé un projet de loi.

A. BONNET

Le «coquin froid» n'aime pas les pamphlets

«Libé» poursuivi par Jean-Edern Hallier

QUE Jean-Edern Hallier se prenne pour un intellectuel, c'est déjà drôle.

Que Jean-Edern Hallier cultive la mégalo comme les escrocs-pépiniéristes les fleurs artificielles, ça prête à sourire.

Que Jean-Edern Hallier croie à un état de grâce de la sénilité académique, ça frise la collaboration.

Que Jean Baderne poursuive Bayon pour sa « lettre (excellente) ouverte à un coquin froid », *dans* Libération, *ne prête plus à grand chose, rime avec l'outrance des souliers à clous.*

Jean-Edern Hallier, le squatter romantique des colonnes de presse, réclame donc la coquette somme de un million de francs pour réparer l'odieux préjudice dont le contenu s'avère outrageant, injurieux et sordide pour sa personne.

Jean-Edern Hallier déposant plainte, par l'entremise de Me Pierre Nova, contre Bayon et Zina Rouabah, directrice de publication, s'associe donc aux dizaines de procès qui ont déjà persécuté le quotidien Libération. *Le romantisme est décidément new-look et intéressant...*

Ceci étant dit, les coups de force de Jean-Edern Hallier envers Libération *ne sont pas nouveaux. Furieux et dépité que* Libé *ne parle pas de son dernier livre,* Fin de Siècle, *Jean-Edern Hallier n'avait-il pas, dans sa page de publicité publiée dans* le Monde, *rédigé une critique-bidon et dythirambique signée de Michel Cressole... de* Libération.

LEM

STAM
Travaux publics et Bâtiments
Siege social : 5 à 13 Rue de la Distillerie 59100 ROUBAIX Tel 02 01.37

Isabelle aime la bagarre

Vedette des derniers championnats de France scolaires, Isabelle Draux refuse la spécialisation



Isabelle Draux, quinze ans, et 14"13 sur 100 m haies. (Photo Presse Sports)

LES championnats de France scolaires d'athlétisme se sont tenus, le week-end dernier, à Villeneuve-d'Ascq près de Lille. Le niveau d'ensemble des performances a été bon puisque neuf records de France ont été battus. Le Stadium Nord a vu l'éclosion de jeunes athlètes et la confirmation de certains autres tels que Ramon Diaz en hauteur (2 m 22) et Pierre Quinon à la perche (5 m 45). Parmi la première catégorie, une jeune fille de quinze ans et demi (elle est née le 25 décembre 1965), a très favorablement impressionné les observateurs. Elle a remporté deux titres en établissant deux records de France : 5 m 97 en longueur et 14"13 sur 100 mètres haies. Licenciée à l'AC Paris, Isabelle Draux progresse régulièrement. Déjà seconde aux championnats indoor minimes sur les haies et cinquième en hauteur, elle confirmait l'année suivante en première année cadette aux championnats de France (seconde sur 100 mètres haies et troisième en longueur). Les titres de Villeneuve constituent donc une suite logique.

« *J'aime le sport, je me plais sur un stade* » dit-elle. Isabelle a, de plus, bénéficié d'un environnement favorable, son père étant un ancien athlète qui dirige aujourd'hui la firme « Dima » bien connue des sauteurs.

A-t-elle un modèle particulier ? « *Non, je regarde tout le monde et je n'ai pas d'idole. Mais je m'entraîne avec Michèle Chardonnet et cela m'aide un peu.* » Isabelle pratique indifféremment les deux disciplines. Choisira-t-elle ? « *Le plus tard possible* » espère-t-elle, « *car je ne veux pas me spécialiser tout de suite. D'ailleurs je n'ai pas de préférence. Je ressens plus la « bagarre » sur 100 mètres haies, tandis que la longueur est un effort plus individuel.* »

Avec ses trente-trois heures de cours (elle est élève de seconde à Vincennes), et ses trois entraînements hebdomadaires, elle nous dit « ne pas faire grand-chose en dehors. Je le regrette parfois, mais j'ai choisi de faire du sport et cela me plaît. » Elle prend tout de même le temps d'aimer la musique « *le funky surtout* » et « *les vacances où je fais de la planche à voile et du tennis* ».

A quinze ans et demi, elle se sent tout de même femme, « *c'est un progrès pour la femme que de pratiquer de plus en plus de sport. Ce n'est pas réservé aux hommes. Le sport fait actuellement partie de ma vie et j'espère que cela durera longtemps.* » Dans l'immédiat, Isabelle espère confirmer ses titres aux championnats de France FFA (Fédération française d'athlétisme), qui auront lieu à Montgeron, le 12 juillet prochain. « *J'aimerais bien franchir les six mètres en longueur. Quant aux haies, je ne fais pas de pronostic, car cela sera plus difficile.* »

Félix CHIOCCA



ET MAINTENANT LE CHANGEMENT

... mais les socialistes n'en parleront-ils qu'à voix basse ?

Depuis le 10 mai, la France s'est éveillée à l'espoir. Dans la victoire pour le changement, les socialistes ont pris la part essentielle. Et avec eux, leur quotidien "Combat socialiste".

Ce changement, il s'agit maintenant de le construire. Jour après jour. Ce sera une bataille longue et difficile. Elle sera l'oeuvre de François Mitterrand, du gouvernement et de la nouvelle Assemblée nationale. Elle sera menée au niveau de l'Etat, mais aussi dans les régions, dans les communes, dans les entreprises. Avec tous les militants et les élus socialistes.

Elle sera également menée sur le plan de l'opinion publique. Le Parti Socialiste doit pouvoir se faire entendre. Chaque jour. Et de sa propre voix. Il ne peut, sans risques pour l'avenir, confier à d'autres le soin d'exprimer ses positions et ses propositions. C'est pour lui donner la parole que "Combat socialiste" a été créé.

Notre quotidien a été voulu par les militants socialistes. Il s'est affirmé en dépit de l'extrême pauvreté de ses moyens. A force de volonté. Il est aujourd'hui devant un choix : grandir, prendre toute sa place, être digne de la première formation politique de France, ou renoncer.

Nous avons gagné le 10 mai. Nous allons gagner les 14 et 21 juin. Nous voulons aussi gagner la bataille du quotidien. Cela dépend de vous. Pour grandir, pour trouver les moyens de son expansion, pour faire sa percée parmi les grands quotidiens nationaux, "Combat socialiste" a besoin, avant la fin du mois de juin, de 5000 abonnés nouveaux. Il le faut, absolument.

Participez dès aujourd'hui à la campagne «5000 abonnés pour l'avenir»

Combat
SOCIALISTE

Le quotidien des socialistes

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

☐ **Abonnement d'un an : 550 francs.**

☐ **Abonnement de soutien : 1 000 francs.**

☐ **Abonnement de 6 mois : 300 francs**

☐ **Abonnement d'un an par paiement trimestriel : payez 150 francs tout de suite pour le premier trimestre ; les trois autres trimestres (150 × 3) seront prélevés automatiquement sur votre compte bancaire ou postal (un formulaire spécial vous sera envoyé).**

ABONNEMENT COUPLÉ :

« *COMBAT SOCIALISTE* », 5 jours
« *L'UNITE* », hebdomadaire, le 6e jour.

☐ Un an : 650 francs.
☐ 6 mois : 360 francs

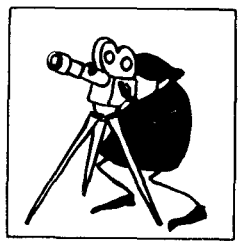
REDIGEZ VOTRE CHEQUE
à l'ordre de *Combat socialiste*
7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris

Nom ..... **Prénom** .....

Adresse .....

.....

Coll. Fondation Jaurès



Quand la censure tient lieu de publicité

Les avatars de «Happening», de Marc Boureau



***Happening* : l'orgie.**

EN 1966, Marc Boureau, réalisateur de courts et moyens métrages documentaires et publicitaires, reçoit quelques amis pour le réveillon. Le champagne aidant, l'un des convives entonne le tristement célèbre *Horst Wessel Lied,* chant officiel du parti nazi devenu le second hymne national de l'Allemagne. Spontanément, d'autres invités reprennent en chœur le refrain.

En s'inspirant de ce qu'il vient de vivre, Marc Boureau imagine de reconstituer en vase clos l'idéologie et l'univers nazis. Pour lui, il ne fait pas de doute que *« ce monde barbare a été engendré par l'ennui »*, faisant fi des contextes historique, économique et social.

1967 : Marc Boureau finance lui-même son projet et le réalise en noir et blanc avec des comédiens acquis à ses convictions. Claude Chabrol lui apporte même sa caution en échange d'un emploi pour son équipe qui est alors sans travail. Cependant, à la suite de l'avis négatif émis par la Commission de contrôle des films cinématographiques, en date du 13 juin 1967, Georges Gorse, alors ministre de l'Information, décide d'interdire totalement l'exploitation en France et l'exportation de *Happening*. Raisons invoquées : le climat constant de violence et de sadisme, et surtout l'importance de la place que ce film accorde aux sentiments racistes et antisémites, même si l'intention affirmée des auteurs est de dénoncer leur survivance dans certains milieux français contemporains.

Pour ces motifs, de nature à provoquer des troubles à l'ordre public, *Happening* est donc censuré. Sa société de production mise en faillite, totalement ruiné et sans perspective de recours possible, Marc Boureau s'enfuit à l'étranger avec pour seul bagage une copie de son film ! Nul n'est prophète en son pays ! Marc Boureau en fait la cruelle expérience en projetant ici et là *Happening*. On le soutient, on l'approuve, on le félicite. D'ailleurs, n'est-il pas sélectionné au Festival de Bergame et défendu par des personnalités aussi peu suspectes de complaisance que Pier-Paolo Pasolini, Vittorio Gassman ou Alberto Moravia ?

De son propre aveu, Marc Boureau se reconnaît un piètre commerçant. Après avoir végété quelque temps, il repasse néanmoins derrière la caméra pour le compte de divers pays, renouant alors avec le reportage et le documentaire. En France, le silence s'est fait. Un an, deux ans, dix ans, quatorze ans exactement !

Début janvier 1981, Marc Boureau sollicite à nouveau la Commission de contrôle pour une révision de la mesure d'interdiction. Cette demande est motivée par l'évolution des mœurs (!) et par des modifications apportées depuis lors à la version primitive du film. (En l'occurrence quelques coupes dans les scènes de danse et deux séquences additives en couleurs qui permettent de réactualiser le film.) Siégeant en sous-commission le 17 mars 1981 et en séance plénière le 9 avril, la Commission a statué que *« l'interdiction totale devait être levée »* et que « Happening *pouvait constituer, pour des adultes, matière à réflexion »*.

En revanche, elle a constaté, comme l'avait fait ses prédécesseurs en 1967, que le film n'était pas loin de favoriser l'antisémitisme, sous couvert de le combattre, et que le propos était singulièrement ambigu. *« Prenant en considération la fascination que peut exercer le nazisme sur les jeunes qui ne l'ont pas connu, ses résurgences diverses et la séduction qu'elles suscitent chez eux, qui ne disposent pas de points de référence pour remettre les choses en perspective, elle a estimé que l'interdiction aux mineurs restait absolument nécessaire. »*

Le visa d'exploitation et l'autorisation d'exportation ont ainsi été délivrés par le ministère de la Culture et de la Communication le 14 avril 1981. *Happening* vient donc de sortir sur les écrans après quelques difficultés de programmation de dernière minute. Naturellement, Marc Boureau ne cache pas sa joie ! Certes, le film a vieilli dans la forme et il en convient bien volontiers. Mais il ajoute tout de suite qu'il ne renie rien et que s'il avait à le refaire à présent il ne changerait rien, ou presque, au scénario, au découpage initial, à la progression dramatique et à la psychologie de ses personnages. Quant au fond, il estime que ce qui était valable en 1967 l'est davantage encore en 1981.

Pour l'heure, c'est au public de dire (par sa présence) si oui ou non Marc Boureau a eu raison de faire ce film et de le faire comme il l'a fait. Sans reprendre les termes et les attendus de la Commission de contrôle, sans chercher la polémique ou la critique systématiques, force est de convenir qu'on ne se trouve pas en présence d'un chef-d'œuvre du septième art. A tous les points de vue au demeurant. Sur le plan formel — dialogues fabriqués, personnages stéréotypés, psychologies sommaires, caricatures, scènes outrées et d'une agressivité malsaine — comme sur le fond. Car si l'on ne peut douter des bonnes intentions de l'auteur, on se doit de souligner les limites de son propos.

Alors, fallait-il interdire ? Non assurément ! En réalité, il eût mieux valu laisser sortir ce film en son temps — en parlerait-on encore ? — que de le jeter aux oubliettes. Quatorze ans après, il nous revient en effet, tout auréolé du « prestige » de son interdiction, ce qui explique l'actuel tapage publicitaire qui, pour justifié qu'il soit, n'en sent pas moins la récupération commerciale.

Gilles GARNIER



***Happening* : le propre neveu de Mussolini!**

Ecran sphérique pour le « Panrama »

Une nouvelle salle parisienne, L'Espace-Gaîté, lance le procédé de projection « Panrama » mis au point par Philippe Jaulmes ; ce système veut lutter contre *« l'essor des salles et des écrans de plus en plus petits »*. Il entend restituer l'image d'un objet avec le même écart angulaire que dans la perception directe, c'est-à-dire en respectant les impressions d'échelle de distance et de perspective.



Balalaïka épouse Bouzouki

SI vous avez l'âme slave et le cœur méditerranéen, vous pourrez prendre un avant-goût de vacances exotiques en assistant au spectacle musical présenté tous les soirs sauf les dimanches, jusqu'au 30 juin, par le théâtre de la Potinière (7, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris). Le groupe Bratsch ne s'est en effet pas baptisé sans raison du nom qui sert à désigner en allemand le violon alto et, par extension, l'ensemble traditionnel qui enchante les soirées tziganes. Les quatre garçons de trente ans qui le composent manient et marient les divers instruments les plus populaires d'Europe centrale et des Balkans : Norbert Aboudarham chante en s'accompagnant à l'accordéon ou à la guitare ; Dan Grosjacques alterne celle-ci avec le bouzouki ; Bruno Girard délaisse ce dernier pour la balalaïka ou le villon ; seul, Pierre Jacquet reste résolument fidèle à sa contrebasse.

La vérité oblige à dire que ces fous du folklore sont respectivement originaires de Nice, de Saumur, de Paris et de Caen, même si le Niçois se prévaut d'aïeux turcs et le Parisien d'ancêtres arméniens. Ces racines cosmopolites expliquent que Dan, compositeur et arrangeur, mêle joyeusement les genres de tous nos horizons orientaux, faisant retentir les accents des muezzins sur fonds d'icônes sonores : *« Ce Danube se jetant dans la mer Egée,* constate le chanteur Herbert Pagani, *montre que tous les hommes ne font plus qu'un dans la musique. »* Faute de pouvoir venir les entendre, vous aurez encore la chance de les suivre dans un voyage autour de votre chambre grâce au disque *l'aime un voyou, maman,* édité par le Chant du monde sous référence LDX 74729.

LE LIVRE DU JOUR

«Mystère Hyde, I presume?»

AVEC *la Nuit du renard,* la rusée Mary Higgins Clark s'est imposée d'emblée, l'an dernier, comme l'un des « maîtres du mystère » contemporains. Le revers de son succès international tenait désormais à la difficulté de garder davantage encore en haleine des lecteurs auxquels elle avait si savamment coupé le souffle. Aussi n'a-t-elle pas, cette fois, lésiné sur les moyens.

La Clinique du docteur H, dont les éditions Albin Michel ambitionnent de paver vos plages cet été, regorge de tous les accessoires usuellement éculés dans les films d'horreur : la frêle magistrate qui mène l'enquête sur le décès suspect d'une patiente s'y trouve confrontée à l'inquiétant chirurgien qui mène de louches recherches à la pointe la plus obscure de la gynécologie et de l'obstétrique. Fondée sur des ressorts génétiques aussi puissamment angoissants, l'intrigue peut ainsi s'offrir le luxe de s'appuyer non pas sur un, mais sur deux « suspenses » : quand donc la gracieuse héroïne va-t-elle tomber entre les abominables mains sur l'atroce billard ? Mais aussi quelles immondes pratiques y subissent les malheureuses victimes ?

L'issue de cette situation quasiment rituelle restant éminement prévisible, je suis en mesure de vous révéler que cette émule de la Rosemary de Polansky n'échappera aux griffes du grand patron-vampire que grâce à l'amour viril du... médecin-légiste ! Cela n'enlèvera certainement rien à votre plaisir de procéder à l'autopsie d'un roman impeccablement construit, même s'il lui manque en définitive un rien de chaleur pour convaincre. Amateurs de Série B, ne surtout pas s'abstenir...

M.F.

• La clinique du docteur H *par Mary Higgins Clark, chez Albin Michel.*

Sélection de disques classiques

• BACH : LUTH MAJEUR

Peu nombreuses, les pièces pour luth de J.-S. Bach restent d'authenticité douteuse. Cette question musicologique, aujourd'hui encore débattue, apparaît immédiatement accessoire à l'écoute du disque d'Hopkinson Smith. Lui, le spécialiste de la musique ancienne, y croit et s'y engage totalement. Sa vision contemplative, que l'on sent longuement réfléchie, donne à ces œuvres une profondeur insoupçonnée jusqu'ici, aidée en cela par une très belle perspective sonore (Suite en *sol* mineur, BMW 995, Suite en *mi* mineur, BMW 996, Prélude fugue et allegro en mi bémol majeur; H. Smith, luth; 1 d. Astrée, AS 61, 63 francs environ).

• BRAHMS-KLEIBER : FAUTE DE PARCOURS

Superbe interprète de Beethoven (5e et 7e symphonies), de Verdi *(la Traviata)*, de Weber *(le Freischutz)*, Carlos Kleiber, dont les disques — rares — sont toujours des événements, nous déçoit avec sa 4e de Brahms. Sa conception déclamatoire, accusant les contrastes, forçant les tempos, ne laissant que peu se développer le discours brahmsien, aboutit à caricaturer ce chef-d'œuvre. Malgré quelques belles réussites dans les passages lents où les cordes et les vents de la philharmonie de Vienne font merveille, restons-en à la version de Georg Solti, autrement inspirée (Brahms, 4e symphonie, Orchestre philharmonique de Vienne, direction : C. Kleiber, 1d. DG 2532 003, 62 francs environ).

• BRAHMS-DUCHABLE : L'ACCORD PARFAIT

A l'écoute de ce très beau disque, on se dit que Brahms et François-René Duchâble étaient faits pour s'entendre. Tant dans les variations Paganini — qu'il prend à une allure échevelée mais constamment maîtrisée — que dans les pièces plus intimes de la fin de la vie du compositeur, le jeune pianiste français s'impose par la clarté de son jeu, sa puissance, son sens de la couleur exacte. Il est aidé en cela par une superbe prise de son qui rend bien la dynamique de son Bösendorfer (Brahms, Variations Paganini, Rhapsodies, op. 79, Intermezzi et Rhapsodie, op. 119, F.R. Duchâble, piano, 1d. Erato, STU 71401, 62 francs environ).

• DVORAK CHEZ LUI

S'il est vrai que la musique tchèque n'est jamais aussi bien jouée que par les Tchèques, cette formule s'applique sans doute encore plus s'agissant des danses slaves de Dvorak. Très populaires, ces œuvres peuvent, en effet, facilement souffrir de banalisation sous certaines baguettes à vocation internationale. Rien de tel ici avec la Philharmonie tchèque emmenée par Zdenek Kosler dont l'interprétation enlevée souligne bien le fond rythmique de chaque pièce. Malgré une prise de son peu démonstrative, voilà sans aucun doute la nouvelle version de référence (Dvorak, Danses slaves, op. 46 et 72, Orch. philharmonique tchèque, direction : Z. Kosler, 2d. Supraphon 300 993, 101 francs environ).

Michel REBEILLE

Plainte de Joan Baez contre la police chilienne

La chanteuse Joan Baez vient de porter plainte contre la police chilienne , à qui elle reproche de lui avoir confisqué deux rouleaux de pellicule et quinze cassettes enregistrées

Joan Baez, qui s'est présentée au Chili comme une *« activiste de la non-violence »*, n'a pu donner de concert public comme elle le souhaitait.

O. K. Caroll

La chasse au Snark d'après Lewis Caroll. Adaptation et mise en scène de Jean-Marie Boyer



L'ensemble Quatuor.

UN capitaine à la cloche, un boulanger amnésique, un avocat-boucher, une mascotte-castor... Etrange équipage rassemblé sur une plage de carte postale pour partir à la chasse. Etrange peut-être, mais non pas incongru, car, vous l'avez vite compris, cette chasse n'est pas une chasse ordinaire. La bête traquée se révèle en l'occurrence aussi mystérieuse qu'inaccessible: le snark.

Ne cherchez pas, vous ne le connaissez pas. Sorti tout droit de l'imagination de Lewis Caroll, il ne vit et ne se reproduit qu'au plus profond des régions hantées d'affreux jabberwocks, bandersnatchs, jujubes et autres boujeums du même acabit. C'est dire...

Avec une intrépidité émérite, les quatre chasseurs nous entraînent dans cette course fabuleuse, digne de l'histoire merveilleuse d'Alice. Ce ne sont que gags, que trouvailles, ponctués du délire des mots qui abandonnent tout sens commun pour ne conserver que le bonheur de l'implacable logique et de la souveraine poésie. A partir de riens — une cabine de bains, une bouée, une échelle double — surgissent des navires, des îles mystérieuses et même des tribunaux qui font frémir la raison et laissent les esprits les plus froids transis.

Mais au diable les alarmes. Qu'un duo d'amour réconcilie le sanguinaire boucher irascible (Dominique Pinon) et l'attendrissante castor au minois innocent (Nanou Garcia), nous voilà convaincus: cette chasse comporte au moins une morale. Le bonheur est au bout de l'aventure.

Didier MEREUZE

• Théâtre de Plaisance, 111, rue du Château, Paris. Tél. : 320.00.06. A 20 h 30.

Dans le Loiret, le théâtre envahit la rue

DU 18 au 21 juin prochains se déroulera le IVe Festival de théâtre de rue de Saint-Jean-de-Braye, dans le Loiret. Depuis 1978, cette fête populaire rappelle l'opposition manifestée par les habitants, en 1972, au projet de route sur le canal d'Orléans.

Pendant quatre jours, aux quatre coins de la commune (usines, écoles, marchés) et sous l'immense chapiteau vibrant d'applaudissements, clowns, bateleurs, saltimbanques, mimes aux évolutions surprenantes ont exercé leur art avec talent. C'était l'enchantement, la joie de retrouver ce qu'on pensait perdu: la gouaille des gens de la rue, spectateurs et artistes confondus, le charme des forains, la fragilité d'un moment rare...



Cette année, tous les genres seront à nouveau représentés: le jazz de l'Intercommunal Free Dance Music Orchestra *(Thollot, Tusques, Andréou)*, la musique peu académique du Quatuor, l'ensemble de musique mécanique unique au monde de M. Bergeraud, le Théâtre écarlate, les Colombaioni (clowns), l'animation pyrotechnique avec les artificiers du groupe Ephémère, la chanson populaire et Couté par Bernard Meulien, les marionnettes, le spectacle de foire avec Makovec, l'homme le plus fort du monde.

Jean-Jacques TALPIN

CES ORGANISATEURS DE SPECTACLES

MEMBRES DE LA SECTION DU SPECTACLE DU PARTI SOCIALISTE

VOUS PROPOSENT

SAISON 1981-1982

A PARIS

DIRECTION :
CATHERINE SALMONA - PATRICK BOURGEOIS
15, RUE BLANCHE 75008 PARIS. LOCATION : 280.09.30

A partir du 22 septembre 1981
THEATRE DE PARIS
Bruno CREMER
Jean-Pierre SENTIER
dans
BENT
DE MARTIN SHERMAN

A partir du 6 octobre 1981
THEATRE MODERNE
Georges GERET
Marie DUBOIS
dans
ZIRELIA
DE J.-P. GALLY

EN TOURNÉE

PROTHEA
DIRECTION : Jacques VIELLE
12, RUE ROBERT-PLANQUETTE 75018 PARIS
TEL. 254.60.30

Dario FO
FAUT PAS PAYER
Laurent TERZIEFF
LES AMIS
IONESCO
CONTES ET EXERCICES
TOURGUENIEV
LE PIQUE-ASSIETTE
GORKI
LES ENNEMIS
BRECHT
NOCES CHEZ LES PETITS BOURGEOIS

CONNAISSANCE DES CLASSIQUES

DIRECTION :
CHRISTIAN GRAUSTEF - JACQUES MORINEAU
39, RUE ESQUIROL 75013 PARIS. TEL. 331.07.60-535.57.64

OCT. NOV. 1981 **LE MEDECIN MALGRE LUI** MOLIERE
LE BARBIER DE SEVILLE BEAUMARCHAIS
JAN.-FEV. 1982 **LE MALADE IMAGINAIRE** MOLIERE
FEV. 1982 **LA LEÇON. LES CHAISES** IONESCO
MARS-AVRIL 1982 **LES FOURBERIES DE SCAPIN** MOLIERE

Jeudi 11 juin

19 h 35 — TFI Actualités.

20 h 10 — Campagne électorale.

21 h 00 — Martine Verdier.
Feuilleton en six épisodes de François de Verny et Charles Obazine. Réalisation : Bernard Toublanc-Michel. Avec Isabelle Texier, Daniel Gélin.
Troisième épisode de cette série médicale, où une petite interne courageuse fait face aux exigences de son métier et à la vie quotidienne, dans l'ombre d'un grand patron qu'elle admire. Et sur Antenne 2 ou FR3...?

21 h 50 — L'Evénement.
Emission de Jean-Marie Cavada et Michel Thoulouze.
La Corée du Nord, reportage de Raymond Girard, et *Le Prince des pauvres,* d'Alain Chaillou.

22 h 55 — Les grandes expositions. Cappiello.
Emission de Jacqueline Plessis.

21 h 00 — Le gros oiseau.
Pièce de Jean Bouchaud. Mise en scène et réalisation de Jean-Michel Ribes.

23 h 00 — Coups de théâtre.
Emission de Gilbert Kahn.
Cette dernière émission avant les vacances présente les principaux festivals de l'été... presque aussi bien que Combat socialiste *la semaine prochaine !*

20 h 30 — Le passé simple.
Film de Michel Drach (1977). Avec Marie-José Nat, Victor Lanoux, Anne Longet.

22 h 25 — Agenda 3.

Vendredi 12 juin

20 h 35 — Les fils de la liberté.
Feuilleton en six épisodes, d'après une idée de Louis Caron. Réalisation Claude Boissol. Avec Charles Binamé, Sophie Faucher, Eléonore Hirt.
Le premier des six épisodes de cette coproduction Antenne 2, Radio-Québec nous introduit dans le Canada du XIXe siècle. L'hiver 1832 est rude, et Hyacinthe Bellerose va entrer dans une longue série d'épreuves qui finira par faire de lui, d'ici à cinq épisodes, un héros national.

21 h 35 — Apostrophes.
Emission de Bernard Pivot. Réalisation : François Chatel.
Une question littéraire passionnante : « Le style, c'est l'homme. » Pour tenter de la résoudre, Bernard Pivot a choisi des écrivains aussi divers que Jean Cau, qui vient de publier le Grand Soleil, *Evane Hanska* (J'arrête pas de t'aimer), *Robert Kanters* (A perte de vue), *Bertrand Poirot-Delpech* (la Légende du siècle) *et Alain Robbe-Grillet* (Djinn).

22 h 35 — Journal.

22 h 40 — Ciné-club : Hamlet.
Film de Laurence Olivier (1948). Avec Laurence Olivier, Eileen Herlie, Basil Sydney, Jean Simmons.
Un classique qui accumula les prix lors de sa sortie : Grand Prix international de Venise, Prix international de la meilleure actrice (à Jean Simmons), Prix international de la meilleure photographie (à Desmond Dickinson).

20 h 10 — Campagne électorale.

20 h 55 — Les créanciers.



Pièce d'Auguste Strindberg, enregistrée au théâtre de l'Odéon. Traduction et adaptation de Jacques Robnard, Mise en scène de Jacques Baillon. Réalisation : Jean-Marie Coldefy.
Avec François Chaumette, Jacques Toja, Catherine Hiegel et Véronique Labansat.

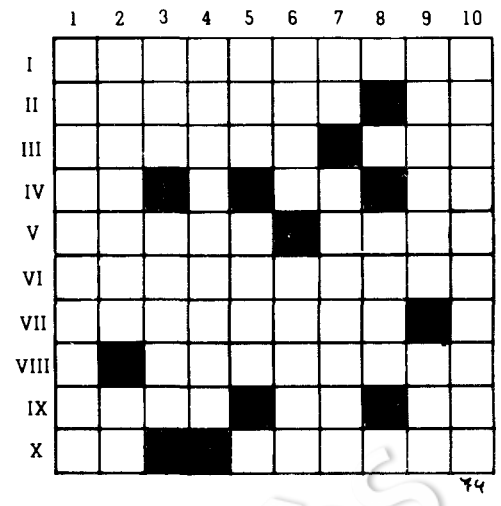
22 h 30 — Pleins feux.
Emission de José Artur. Réalisation : Jacques Mény.
Le point sur l'actualité du spectacle, avec un magazine « mis en pages » et découpé en rubriques comme un journal.
Du côté du théâtre : Oh, les beaux jours, *de Samuel Beckett;* la Mort d'Ivan Illitch, *d'après Tolstoï;* Calderon, *de Victor Garcia, et* Madame Sans-Gêne, *de Victorien Sardou. Avec des extraits de* Faisons un rêve, *de Sacha Guitry, au théâtre de l'Athénée.*
Côté danse, le Lac des cygnes *et* Giselle, *au Palais des congrès.*
La chanson est également présente avec Jean Guidoni et Michel Ypar.
La rubrique « Province » présente le nouveau théâtre de Marcel Maréchal à Marseille, la Criée, et l'Olympia accueille le groupe Odeurs.

20 h 10 — Elections législatives. Débat.

20 h 55 — Le nouveau vendredi. La Chine d'après Mao.
Emission d'André Sabas.
Des images exclusives, sorties clandestinement de Chine, c'est la matière du reportage de Patrick Pesnot et Philippe Alfonsi. Images de la répression qui reprend en Chine contre les contestataires de tout poil, gardes rouges devenus dissidents ou artistes interdits, dont on verra ce soir les œuvres.

21 h 55 — La falaise des fous.
Emission de Jean-Luc Dejean. Réalisation : Pierre Neel. (Production de Dijon.)
« La Falaise des fous », c'est le nom du spectacle 1980 des Saltimbanques réunis. Sous ce nom barbare : les marginaux du spectacle, amuseurs publics et animateurs de rues, qui se réunissent de temps en temps, comme cette année à Chalain dans le Jura, pour se montrer mutuellement leurs derniers tours.

Mots croisés par Lionel

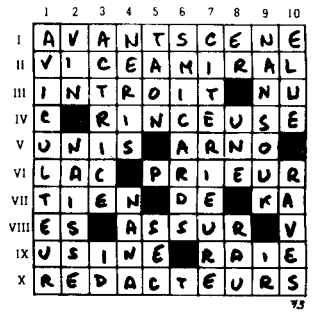


PROBLÈME N° 74

HORIZONTALEMENT. — I. On peut l'ouvrir pour clore le bec aux contradicteurs. - II. C'est trop. Deux lettres généralement liées dans l'autre sens. - III. Détentrice, éventuellement, d'un toponyme au bout de son patronyme. Secoué. - IV. Demi-sommeil. Nazi. Note. - V. Comblé. Interjection quelque peu désuète pour exciter. - VI. Sa mise en quarantaine ne tient plus dès qu'il est reçu par une autre. - VII. Le faible de l'Aiglon. - VIII. A stopper. - IX. Le grand impose une tenue de rigueur. Protecteur. Bouc émissaire. - X. Coincé. Qui va bien.

VERTICALEMENT. — 1. A sa place toute trouvée parmi les religieuses. - 2. Sérieuses références pour ceux qui postulent. Laisse le choix. - 3. Fesse-mathieu. C'est s'exposer à se faire croquer. - 4. Gaulois. - 5. Arrivée. Complète un tout. - 6. Fort. Prend le mors aux dents. - 7. Interjection. Temple, par exemple. - 8. Sarema. - 9. On ne saurait mieux faire. Envoyé spécial. - 10. Fait de la route.

SOLUTION DU N° 73



Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber,** chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand,
7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE

**Pour mes idées,
pour que la presse socialiste vive**

**JE M'ABONNE A
*COMBAT SOCIALISTE***

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITÉ », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Jeudi 11 juin

FRANCE-CULTURE

19 h 30 — Les progrès de la biologie et de la médecine. L'anthropologie médicale.
Emission de Jean Bernard et Bernard Larour.

20 h 00 — Nouveau répertoire dramatique.
Emission de Lucien Attoun. Réalisation de Jean Taroni et Jean-Pierre Colas.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 02 — Le club du jazz. Le saxophone alto Lee Konitz.
Emission de Jean-Robert Masson.

20 h 05 — Concours de guitare. XXXIIIe Concours international.
Emission de Robert Vidal.
Œuvres de Castelnuovo Tedesco, Godoy, Berlioz.

Vendredi 12 juin

FRANCE-CULTURE

14 h 17 — Un homme, une ville. Fernand Léger à Paris.
Emission de Pierre Descartes.
Contrastes simultanés, avec Claude Parent, Nadia Léger et Georges Bauquier.

21 h 30 — Black and blue. Table ronde avec des journalistes.
Emission de Lucien Malson.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30 — Quotidien concert. Entrée du jeu, avec l'ensemble Nuove Musiche.
Emission de Myriam Soumagnac.

20 h 20 — Concert de l'Orchestre symphonique de Sarrebruck.
Œuvres de Brahms, Chostakovitch et Debussy.

Combat
SOCIALISTE

La République était à la fête

COMBIEN étaient-ils hier soir, place de la République, pour la fête de la jeunesse ? 30 000 ? 50 000 ? Après tout, ça n'était pas une manif', et on n'était pas là pour se compter. Le monument, en tout cas, avait rarement été autant escaladé.

Ceux qui annonçaient l'apocalypse en ont été pour leurs frais : les vitrines ont tenu bon, et les forces de l'ordre sont restées d'une discrétion qu'on croyait impossible. A quelques riverains près, personne ne s'est plaint de l'initiative du ministre du temps libre. Higelin et le groupe Téléphone à l'œil, ça n'est pas tous les jours.

André Henry, il faut bien le dire, s'est adressé à un public parfois distrait. « *Léo Lagrange ? Il est ministre de quoi ?* » s'enquiert un adolescent mal informé. Sans doute la sonorisatin n'est-elle pas à la hauteur. En fait de concert, beaucoup se contentent d'une musique assourdie et du scintillement loin-



tain des projecteurs. Devant la scène, rue du Faubourg du Temple, les plus courageux piétinent comme ils peuvent, tandis qu'un service d'ordre débordé évacue les évanouis.

Près de la statue, une étudiante américaine tente de s'initier aux figures du rock : « *Chez nous, on ne connaît pas ce genre de danse* », observe-t-elle. Arrivée en France le 9 mai, elle en est à sa troisième fête populaire, et n'en finit pas de s'émerveiller. Patiemment, quelqu'un lui explique qu'elle est tombée sur un bon septennat, qu'on ne danse pas tous les jours.

Pascal PRIESTLEY

Infortunes de mer

L'OBSERVER transat 1981 EUROPE 1

LES dépressions se succèdent sur l'Atlantique Nord où l'Anglais Chay Blyth, à bord de son trimaran *Brittany Ferries* occupe la tête de l'imposante flotte de la Transat en double à la voile.

Au vent d'est soufflant dans la nuit de mardi à mercredi a succédé un régime de suroît. Olivier de Kersauson, lors d'une liaison radio, a décrit ainsi mercredi après-midi sa navigation au centre d'une dépression : « *L'anémomètre est bloqué à 50 nœuds* *Nous progressons avec une trinquette et deux ris dans la grand voile.* »

Au même moment, Blyth n'avait pour sa part qu'une petite voile devant sur une mer assez courte. Autre outsider de l'épreuve, Marc Pajot ne cessait de manœuvrer dans le but d'épargner un mât de la hauteur d'un immeuble de neuf étages. Avec son équipier Paul Ayasse, il ne dort guère et mange très peu. Tous les équipages joints par radio se déclarent très éprouvés. Et ils ne sont pas au bout de leurs peines puisque la météo annonce un nouveau coup de vent pour vendredi et samedi. Une forte dépression en provenance de Terre-Neuve se dirige rapidement vers eux. Ce pourrait être toutefois la dernière puisqu'aucune autre n'est en formation sur les Etats-Unis.

Le matériel a lui aussi beaucoup souffert. Ainsi, Michel Horeau ne peut plus utiliser sa dérive. « *Mon trimaran glisse sur l'eau comme une savonnette* », indique-t-il, non sans humour.

Onze bateaux ont abandonné et trois rebroussent chemin. Eric Tabarly, le grand favori, figure parmi les infortunés. Il a rallié Cherbourg (Manche) mercredi en fin de matinée, après avoir pompé l'eau montant jusqu'au plancher pendant de longues heures. Selon lui, pour une raison encore indéterminée, une soudure aurait cédé. Un suintement était apparu au niveau du puits de dérive après les modifications effectuées sur le trimaran.

La liste des prétendants à la victoire finale ne cesse donc de se rétrécir. Mais une chose apparaît désormais avec certitude : un multicoques arrivera le premier à Newport (Rhode Island). C'était prévu...

Réactions syndicales aux créations d'emplois

LES premières réactions syndicales aux mesures de créations d'emplois d'intérêt public annoncées par le Conseil des ministres mercredi 10 juin sont dans l'ensemble favorables.

Les fonctionnaires CFDT les jugent « *positives* » « allant dans le sens de leurs préoccupations en faveur d'un « *meilleur srvice public* ». La centrale d'Edmond Maire a demandé à ses organisations d'établir un bilan des besoins pour chaque ministère ou administration, à partir duquel elle se situera par rapport à l'objectif du gouvernement.

André Bergeron, le secrétaire général de Force ouvrière note que « *le gouvernement a pris des décisions conformes à ce qui a été promis durant la campagne électorale* ». Pour sa part la CFE-CGC « *constate avec satisfaction que le gouvernement semble donner la priorité à la lutte contre le chômage* ». Mais elle souligne que la création d'emplois dans la fonction publique représente une charge sans contrepartie productive.

La CGT devait faire connaître sa position jeudi.

Chirac attend l'addition

« Aujourd'hui on fait des cadeaux, demain on présentera la note. Croyez-moi, elle sera très supérieure aux quelques mesures fiscales intéressant les hauts revenus », a déclaré mercredi à Lyon Jacques Chirac

Moins de voitures japonaises en RFA

L'ALLEMAGNE a conclu mercredi un important accord avec le Japon restreignant les importations d'automobiles nippones en RFA, à l'occasion du voyage qu'effectue à Tokyo Otto Lambsdorff, le ministre fédérale de l'Economie.

Celui donc que l'on disait le plus farouche opposant à toutes mesures s'apparentant de près ou de loin au protectionnisme, s'est finalement résolu à persuader ses homologues japonais et notamment le ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie (le MITI) Rokusuke Tanaka, de limiter cette année la croissance de leurs exportations de véhicules à 10 %.

C'est qu'avec 114 000 véhicules vendus au cours des quatre premiers mois de 1981, ce qui constitue une augmentation de plus de 60 % par rapport à la même période pour 1980, les constructeurs japonais commençaient à menacer sérieusement l'industrie automobile allemande, déjà contrainte de tourner au ralenti, et fortement pénétrée par la concurrence étrangère (29 %). Et, bien qu'il ait critiqué en son temps l'accord de limitation volontaire passé entre les Etats-Unis et le Japon, concernant les exportations de véhicules, Otto Lambsdorff pouvait craindre qu'il ait des répercussions en RFA.

Les constructeurs japonais qui avaient déjà doublé en 1980 leur part du marché ouest-allemand en vendant 251 990 voitures (soit 10,4 % par rapport au 5,6 % de 1979) se sont engagés à respecter un plafond de 277 189 véhicules pour 1981.

Moscou en échec à Varsovie

Le comité cental du Parti ouvrier unifié polonais soutient Kania face au Kremlin

LE Kremlin a perdu à Varsovie une bataille politique. Le comité central du Parti ouvrier unifié polonais a refusé de « renverser le cours des événements » comme le voulait Moscou. Il a confirmé dans leurs fonctions le premier secrétaire du parti, Stanislas Kanias, et le premier ministre Wojciech Jaruzelski, nommément mis en cause, dans la récente lettre adressée à Varsovie par le comité centrale du Parti communiste de l'URSS. Il n'a pas remis en question l'élection de délégués au prochain congrès du POUP, qualifiés dans cette lettre d'« *opportunistes choisis au hasard* ». Enfin la date du congrès n'est pas modifiée.

« *Vous pouvez taper des pieds. Cela ne changera en rien la réalité et ne résoudre aucun problème.* » Réaction spontanée du vice-premier ministre Mseczyslaw Rakowski, au cours des débats du comité central, face aux démonstrations bruyantes des ultras. Elle résume, mieux que tout autre, la situation où se trouve la Pologne devant les grondements du Kremlin.

Rakowski n'avait pas besoin de définir cette réalité qui n'est que peuple polonais en marche. Il lui suffisait de dire qu'elle imposait « *la ligne des concessions et des compromis* » avec Solidarité et de rappeler que toute autre méthode ne pouvait conduire qu'à « *l'épreuve de force* ». Tout le monde comprenait que le meilleur moyen d'aboutir à une intervention étrangère serait de casser les rapports fragiles qui se sont établis entre les hommes placés à la tête de l'Etat, ces derniers mois, et la société.

Dès l'ouverture des débats, mardi, les ultras encouragés par la lettre de Moscou avaient attaqué sans relâche. Point culminant de ces attaques : l'accusation d'« *incapacité* » lancée par Ta deusz Grabski contre Kania, mercredi après-midi. Mais Grabski a voulu trop bien faire. Il a prétendu que le bureau politique, dont il fait partie, avait été tenu à l'écart de décisions importantes. « *Je ne peux que féliciter Grabski pour son inconscience. Il est étonnant qu'il puisse affirmer n'avoir pas été au courant de choses qui relevaient de sa compétence* » lui a répliqué Rakowski. Aucun membre du bureau politique n'a suivi Grabski.

Echec des ultras

Barcikowski a tancé les secrétaires régionaux pour leur « *incompétence* » parcequ'ils se plaignaient d'être débordés dans leurs circonscriptions par des cellules du parti qui ne respecteraient pas les statuts. Fiszbach, premier secrétaire à Gdansk, a déclaré que s'écarter de la ligne de renouveau serait « *s'acheminer vers une solution fatale* ».

Jaruzelski affirmait que « *l'armée polonaise serait à la hauteur des besoins de l'existence indépendante et socialiste de la Pologne* ».

Les ultras étaient battus, comme le confirmaient le vote de la motion de défiance à l'égard du bureau politique, qui n'a recueilli que vingt-quatre voix contre quatre-vingt-neuf et cinq absentions. Il ne restait à Kania qu'à consoler le Kremlin en déclarant que la ligne du renouveau (dont les débats presque publics du comité central sont un des effets) serait désormais appliquée avec plus de fermeté.

La sagesse voudrait que Brenev accepte ce réalisme, bon gré mal gré les dirigeants polonais ont su adopter devant la force naturelle de leur peuple.

Pierre LIC

Manufrance : décision mardi pour la coopérative

Les syndics et le président de l'ancienne société Manufrance ont signé, mercredi 10 juin, une requête accordant à la société coopérative ouvrière de coopération et de distribution (SCOPD) la reprise des secteurs fabrication et commercialisation.

Cette requête chiffrée a été déposée au tribunal de commerce de Saint-Etienne qui doit l'examiner mardi prochain. Si le tribunal se prononce favorablement, la SCOPD, lancée en octobre dernier par la CGT de Manufrance, se verrait confier dès cette date la location-gérance des armes, des cycles et des machines à coudre.

L'intersyndicale de la « Vieille Dame » laisse entendre que la SCOPD serait également intérressée par la reprise du *Chasseur Français* et du secteur vente par correspondance, confié depuis à la société Novitex.